

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

## REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	Laligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro de l'année précédente.....600F
Mali et régions intérieur.....	15.000 F	7500 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-DPD. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	30.000 F	15.000 F	Il n'est jamais compté moins de 1.000 F pour les annonces.	
Europe.....	33.000 F	16500 F	Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les 5, 15 et 25 de chaque mois pour paraître dans les J.O des 10, 20 et 30 suivants.	
Frais d'expédition.....	12.000 F			

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

##### DECRETS - ARRETES

**22 oct. 2001 décret n°01-520/P-RM** fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Fonds de Solidarité Nationale.....**p43**

**30 oct. 2001 décret n°01-522/P-RM** portant détachement d'un officier des forces armées.....**p45**

**01 nov. 2001 décret n°01-532/P-RM** fixant les indemnités et primes allouées aux personnels de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat.....**p45**

**18 déc. 2001 décret n°01-579/P-RM** autorisant le Premier Ministre à Présider le Conseil des Ministres.....**p46**

**décret n°01-580/P-RM** portant approbation du marché relatif à l'exécution des travaux de réhabilitation du casier rizicole de Sokolo.....**p47**

**décret n°01-581/P-RM** portant approbation du marché relatif à la réalisation des travaux de construction et de réhabilitation de voies urbaines dans le district de Bamako.....**p47**

**décret n°01-582/P-RM** portant affectation d'une parcelle de terrain au Ministère de la Justice.....**p48**

- 18 déc. 2001 décret n°01-583/P-RM** fixant les normes de classement des établissements d'hébergement de tourisme.....p48
- décret n°01-584/P-RM** portant dénomination d'aéroports.....p51
- décret n°01-585/P-RM** portant dénomination de Stades.....p52
- décret n°01-586/P-RM** portant abrogation partielle du décret n°00-381/P-RM du 10 août 2000 portant nomination de conseillers consulaires.....p52
- décret n°01-587/P-RM** portant nomination du consul général du Mali à Khartoum.....p53
- décret n°01-588/P-RM** portant nomination d'un conseiller technique au secrétariat général du Ministère de la Santé.....p53
- 21 déc. 2001 décret n°01-589/P-RM** portant attribution de distinctions honorifiques.....p54
- décret n°01-590/P-RM** portant attribution de la médaille du mérite militaire.....p58
- décret n°01-591/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p60
- décret n°01-592/P-RM** portant attribution de distinction honorifique.....p60
- décret n°01-593/P-RM** portant attribution de distinction honorifique.....p60
- décret n°01-594/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p61
- décret n°01-595/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p61
- décret n°01-596/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p61
- décret n°01-597/P-RM** fixant les modalités d'inscription sur la liste électorale des Maliens résidant hors du territoire national.....p62
- décret n°01-598/P-RM** portant création du Haut Conseil National de Lutte Contre le SIDA.....p62
- 21 déc. 2001 décret n°01-599/P-RM** instituant un deuil national.....p64
- 27 déc. 2001 décret n°01-600/P-RM** portant répartition des crédits du budget d'Etat 2002.....p64
- décret n°01-607/P-RM** portant nomination des membres du conseil d'administration de la régie du Chemin de Fer du Mali.....p64
- décret n°01-609/P-RM** portant désignation des membres de la mission des observateurs des Nations Unies au Congo.....p65
- décret n°01-610/P-RM** portant nomination de l'attaché de cabinet du Premier Ministre.....p66
- 31 déc. 2001 décret n°01-618/P-RM** portant réglementation des bourses d'études attribuées par l'Etat.....p66
- décret n°01-619/P-RM** portant approbation du marché relatif à la fourniture des moyens techniques et humains pour la mise en œuvre des liaisons nationales et internationales des télécommunications pour la Coupe d'Afrique des Nations 2002.....p68
- décret n°01-620/P-RM** portant création du comité interministériel de pilotage de l'étude du projet de développement agricole de la Zone de Douentza.....p69
- décret n°01-621/P-RM** portant nomination d'un Conseiller Technique au Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural.....p70
- décret n°01-622/P-RM** portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Fonds de Solidarité Nationale.....p70
- décret n°01-623/P-RM** portant nomination du Président - Directeur Général de la Compagnie Malienne de Navigation.....p71
- MINISTERE DEL'ECONOMIE ET DES FINANCES**
- 15 mars 2001 arrêté n°01-0508/MEF-SG** Portant modification de l'arrêté n°97-3123/MF-SG du 29 décembre 1997 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats relatifs aux études, aux travaux, à l'exploitation et à l'entretien du Barrage et de la centrale hydroélectrique de Manantali ainsi que des postes et lignes de transport d'énergie y associés.....p72

**19 mars 2001 arrêté n°01-0521/MEF-SG** portant nomination de Fondés de Pouvoirs à la recette générale du district et à la trésorerie régionale de Gao.....p73

**20 mars 2001 arrêté n°01-0537/MEF-SG** portant nomination d'un chef de la division des enquêtes à la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.....p74

**22 mars 2001 arrêté n°01-0545/MEF-SG** fixant les modalités de fonctionnement du Comité de Suivi du Contrat-Plan Etat-Office Riz Mopti- Producteurs 2000 - 2002.....p74

**arrêté n°01-0546/MEF-SG** fixant les modalités de fonctionnement du Comité de Suivi du Contrat-Plan Etat-SOTELMA-1999 - 2001.....p75

**27 mars 2001 arrêté n°01-0580/MEF-SG** modifiant l'annexe à l'arrêté n°96-1011/MFC-SG-CAB du 20 juin 1996 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés relatifs au plan d'investissement 1995 - 2005 de la Société Energie du Mali.....p76

**Annonces et Communications.....p77**

Vu l'Ordonnance N°01-052/P-RM du 28 septembre 2001 portant création du Fonds de Solidarité Nationale ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

## STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

### DECRETE :

#### TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Fonds de Solidarité Nationale (FSN).

**ARTICLE 2** : Le Fonds de Solidarité Nationale est placé sous la tutelle du ministre chargé de la Solidarité.

**ARTICLE 3** : Le siège du Fonds de Solidarité Nationale est fixé à Bamako. Il peut être transféré en toute autre lieu du territoire national par décret pris en Conseil des Ministres.

#### TITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

**ARTICLE 4** : Les organes d'administration et de gestion du Fonds de Solidarité Nationale sont :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- le Comité de Gestion.

#### CHAPITRE I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

##### SECTION I : DES ATTRIBUTIONS

**ARTICLE 5** : Le Conseil d'Administration du Fonds de Solidarité Nationale exerce ses pouvoirs dans les limites des lois et règlements en vigueur. Il exerce les attributions spécifiques suivantes :

- définir les orientations générales et les axes d'intervention prioritaires du Fonds ;
- délibérer sur les acquisitions, dispositions ou aliénations de biens meubles et immeubles du Fonds ;
- approuver l'organisation interne et les règles particulières relatives à l'administration et au fonctionnement du Fonds ;
- définir les critères d'éligibilité des différentes catégories de projets au financement du Fonds ;

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°01-520/P-RM DU 22 OCTOBRE 2001 FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1999 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu la Loi N°96-061 du 04 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la Comptabilité Publique ;

- approuver le programme annuel d'activités du Fonds et le budget y afférent ;

- examiner et approuver les comptes de l'exercice précédent et le rapport annuel d'activités du Directeur Général.

## SECTION II : DE LA COMPOSITION

**ARTICLE 6 :** le Conseil d'Administration du Fonds de Solidarité Nationale est composé de quatorze membres dont les sièges sont répartis comme suit :

### 1) Représentants des pouvoirs publics :

- un représentant du ministre chargé de la Solidarité ;
- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Haut Conseil des Collectivités.

### 2) Représentants de la société civile :

- un représentant des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;
- une représentante de la Coordination des Associations et Organisations Féminines (CAFO) ;
- un représentant de la Fédération Malienne des Personnes Handicapées (FEMAPH) ;
- un représentant de l'Association Malienne pour l'Unité et le Progrès de l'Islam (AMUPI) ;
- un représentant de l'Eglise catholique ;
- un représentant de l'Eglise protestante ;
- un représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ;
- un représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers (APCM) ;
- un représentant des Fondations et Associations caritatives et de bienfaisance ;
- un représentant du Conseil National de la Coopération.

### 3) Représentant du personnel :

- un représentant du personnel du Fonds de Solidarité Nationale

La présidence est assurée par un membre du Conseil d'Administration élu en son sein parmi les représentants des organisations de la société civile.

Les représentants des institutions financières peuvent participer au Conseil d'Administration avec voix consultative.

**ARTICLE 7 :** Les représentants de la société civile au Conseil d'Administration sont désignés par les organisations concernées.

**ARTICLE 8 :** Le représentant du personnel au Conseil d'Administration est élu à la majorité simple en assemblée générale des travailleurs du Fonds de Solidarité Nationale.

## CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE

**ARTICLE 9 :** Le Fonds de Solidarité Nationale est dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Solidarité.

**ARTICLE 10 :** Le Directeur Général dirige, anime, coordonne et contrôle l'ensemble des activités du Fonds de Solidarité Nationale.

A cet effet, il :

- exerce toutes les fonctions d'administration et de gestion non expressément réservées au Conseil d'Administration ;
- met en œuvre les programmes et plans d'actions adoptés par le Conseil d'Administration ;
- exerce l'autorité sur le personnel qu'il recrute et licencie dans le cadre de la législation en vigueur ;
- exerce l'action en justice ;
- passe les baux, conventions et contrats.

## CHAPITRE III : DU COMITE DE GESTION

**ARTICLE 11 :** Les représentants du personnel au Comité de gestion sont élus à la majorité simple en assemblée générale des travailleurs du Fonds de Solidarité Nationale.

## TITRE III : DE LA TUTELLE

**ARTICLE 12 :** Les contrats d'un montant supérieur à vingt millions (20.000.000) de FCFA sont soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

## TITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES

**ARTICLE 13 :** Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°94-184/P-RM du 26 mai 1994 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence pour le Développement Social.

**ARTICLE 14 :** Le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 22 octobre 2001**

**Le Président de la République,  
Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,  
Mandé SIDIBE**

**Le ministre du Développement Social,  
de la Solidarité et des Personnes Agées,  
Madame Diakité Fatoumata N'DIAYE**

**Le ministre de l'Industrie, du  
Commerce et des Transports,  
Ministre de l'Economie et des  
Finances par intérim,  
Madame Touré Alimata TRAORE**

-----  
**DECRET N°01-522/P-RM DU 30 OCTOBRE 2001 PORTANT DETACHEMENT D'UN OFFICIER DES FORCES ARMEES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°95-041 du 20 avril 1995 portant statut des militaires ;

Vu l'Ordonnance N°99-046/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de l'Etat-Major des Armées, ratifiée par la Loi N°99-051 du 28 décembre 1999 ;

Vu le Décret N°99-364/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Etat-Major des Armées ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Médecin Lieutenant-Colonel **Nouhoum BA** de la Direction des Services de Santé des Armées est détaché auprès du Système des Nations Unies (Projet Santé et Population) au Burundi pour une durée d'un an renouvelable.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 30 octobre 2001**

**Le Président de la République,  
Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N°01-532/P-RM DU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2001 FIXANT LES INDEMNITES ET PRIMES ALLOUEES AUX PERSONNELS DE LA DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°44/CMLN du 11 août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu l'Ordonnance N°00-066/P-RM du 29 septembre 2000 portant création de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat, ratifiée par la Loi N°00-07 du 30 novembre 2000 ;

Vu le Décret N°00-531/P-RM du 26 octobre 2000 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°151/PG-RM du 26 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des primes aux fonctionnaires et autres agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est alloué aux personnels de la Direction Générale du Contentieux de l'Etat ci-dessous désignés des indemnités et primes dont les taux mensuels sont fixés comme suit :

**I- INDEMNITES DE RESPONSABILITE ET DE REPRESENTATION :**

**1°) Directeur Général et Directeur Général Adjoint :**  
- Vingt cinq mille (25.000) Francs CFA

**2°) Sous-Directeur et Chef de Bureau**  
- Vingt mille (20.000) Francs CFA

**3°) Chef de Division**  
- Quinze mille (15.000) Francs CFA

**4°) Chargé de Dossier**

- Sept mille cinq cent (7.500) Francs CFA ;

**5°) Chef Secrétariat :**

- Cinq mille (5.000) Francs CFA ;

**6°) Secrétaire Dactylographe, Standardiste, Chauffeur, Planton :**

- Trois mille sept cent cinquante (3.750) Francs CFA ;

**II- PRIMES DE FONCTION SPECIALE :****1°) Directeur Général**

- Deux cent mille (200.000) Francs CFA

**2°) Directeur Général Adjoint :**

- Cent quatre vingt mille (180.000) Francs CFA

**2°) Sous-Directeur et Chef de Bureau**

- Cent cinquante cinq mille (155.000) Francs CFA

**3°) Chef de Division**

- Cent trente cinq mille (135.000) Francs CFA

**4°) Chargé de Dossier**

- Soixante quinze mille (75.000) Francs CFA

**5°) Chef Secrétariat :**

- Dix mille (10.000) Francs CFA

**6°) Secrétaire Dactylographe, Standardiste, Chauffeur, Planton :**

- Sept mille cinq cent (7.500) Francs CFA

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication, le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 01 novembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication,**  
**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication, Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**Le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,**  
**Makan Moussa SISSOKO**

**DECRET N°01-579/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001  
AUTORISANT LE PREMIER MINISTRE A PRESIDER LE  
CONSEIL DES MINISTRES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Premier ministre, Monsieur Mandé SIDIBE, est autorisé à présider le Conseil des Ministres du mercredi 19 décembre 2001 sur l'ordre du jour suivant :

**A/LEGISLATION :**

**I - MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME :**

1°) Projet de textes relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Centre de Formation Pratique Forestier de Tabakoro.

**II - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR :**

2°) Projet de textes relatifs à l'adhésion de la République du Mali à la Convention sur protection physique des matières nucléaires, adoptée à Vienne le 26 octobre 1979.

3°) Projet de textes relatifs à la ratification de l'Accord de Crédit de Développement, signé à Washington le 12 décembre 2001, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au Troisième Crédit d'Ajustement Structurel.

4°) Projet de textes relatifs à la ratification de l'Accord de Crédit de Développement, signé à Washington le 12 décembre 2001, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP).

**III - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES :**

5°) Projet de décret déterminant le cadre organique des Services Régionaux et Subrégionaux du Développement Social et de l'Economie Solidaire.

**IV - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

6°) Projet de décret portant approbation des aides publiques aux partis politiques.

**V - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :**

Projet de décret portant approbation du marché relatif aux études architecturales, études techniques et au suivi architectural des travaux de construction de la première tranche de la Cité Administrative.

**B/ MESURES INDIVIDUELLES :****C/ COMMUNICATIONS ECRITES :****I - MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS :**

1°) Communication écrite relative à l'orientation générale et aux programmes stratégiques pour le suivi et le renforcement des services météorologiques.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

-----

**DECRET N°01-580/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT APPROBATION DU MARCHÉ RELATIF A L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU CASIER RIZICOLE DE SOKOLO.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant Code des marchés publics, modifié par le Décret N° 99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé le marché relatif à l'exécution des travaux de réhabilitation du casier rizicole de Sokolo (5.850 ha) à l'Office du Niger dans le cadre du Programme National d'Infrastructures Rurales, pour un montant hors taxes de onze milliards six cent vingt trois millions neuf cent quatorze mille sept cent quinze (11.623.914.715) francs CFA et un délai d'exécution de trente-six (36) mois, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et la Société COVEC - Mali.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre du Développement Rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**Le ministre du Développement Rural,**  
**Ahmed ElMadani DIALLO**

-----

**DECRET N° 01-581/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT APPROBATION DU MARCHÉ RELATIF A LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DE VOIES URBAINES DANS LE DISTRICT DE BAMAKO.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant Code des marchés publics, modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-278/P-RM du 23 juin 2000 portant dérogation aux dispositions de l'Article 75.2 du Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé le marché relatif à la réalisation des travaux de construction et de réhabilitation des voies urbaines du programme d'investissements prioritaires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2002 dans le District de Bamako, pour un montant de deux milliards six cent quinze millions sept cent vingt quatre mille cinq cent cinquante deux (2.615.724.552) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution de six (6) mois, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Entreprise COVEC.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,  
Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,  
Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bacari KONE**

**Le ministre de l'Equipeement, de  
l'Aménagement du Territoire, de  
l'Environnement et de l'Urbanisme,  
Soumaïla CISSE**

-----

**DECRET N°01-582/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT AFFECTATION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN AU MINISTERE DE LA JUSTICE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret N°01-040/P-RM du 02 février 2001 déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret N°01-041/P-RM du 02 février 2001 fixant les modalités d'attribution du permis d'occuper ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est affectée au Ministère de la Justice, pour les besoins de ses services, une parcelle de terrain d'une superficie de 30 ha sise à Faladié, zone de Bollé, dont 5 ha destinées à l'Institut National de Formation Judiciaire.

**ARTICLE 2 :** Au vu d'une ampliation du présent décret, le chef du Bureau des Domaines et du Cadastre du District de Bamako procédera, après immatriculation de la parcelle, à l'inscription au livre foncier de la mention de l'affectation.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,  
Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,  
Mandé SIDIBE**

**Le ministre des Domaines de l'Etat, des  
Affaires Foncières, de la Communication,  
Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux,  
Abdoulaye O. POUDIOUGOU**

-----

**DECRET N°01-583/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 FIXANT LES NORMES DE CLASSEMENT DE ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT DE TOURISME.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°92-021/P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce en République du Mali, modifiée par la Loi N°01-042 du 07 juin 2001 ;

Vu la Loi N°95-059 du 02 août 1995 portant création de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu la Loi N°96-026 du 21 février 1996 régissant les professions d'organiseurs de voyages et de séjours ;

Vu le Décret N°95-367/P-RM du 12 octobre 1995 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le présent décret fixe les normes de classement des établissements d'hébergement de tourisme.

**ARTICLE 2** : On entend par établissement d'hébergement de tourisme, tout établissement commercial offrant des chambres ou des appartements équipés et meublés en location soit à une clientèle de passage à la journée ou à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine, au mois mais qui n'y élit pas domicile. Il peut comporter un service de restauration. Il est exploité pendant plusieurs mois ou toute l'année.

**ARTICLE 3** : Les établissements d'hébergement de tourisme concernés par ce classement sont :

- les hôtels ;
- les auberges ;
- les motels.

**ARTICLE 4** : L'hôtel offre principalement l'hébergement.

**ARTICLE 5** : L'auberge offre un service de restauration plus développé que le service de l'hébergement. Elle s'intègre dans un site et un environnement extérieur aux agglomérations.

**ARTICLE 6** : Le motel de tourisme est un établissement commercial d'hébergement situé à proximité d'un axe routier hors des agglomérations ou à leur périphérie, et qui loue des chambres ou des appartements meublés à une clientèle généralement composée par des automobilistes, sous forme de pavillons ou groupées en un lotissement de plein pied, indépendant et doté chacune d'une installation sanitaire.

Un garage ou des abris à voitures se trouvent à proximité immédiate des chambres offertes à la clientèle. L'exploitation d'un tel établissement est permanente.

**CHAPITRE II : DES CATEGORIES D'ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT DE TOURISME**

**ARTICLE 7** : Les différents types d'établissement d'hébergement de tourisme sont classés suivant les caractéristiques minimales déterminées dans l'annexe au présent décret. A chacune des classes correspond un nombre déterminé d'étoiles.

**Les hôtels**

- 1 étoile = quatrième catégorie
- 2 étoiles = troisième catégorie
- 3 étoiles = deuxième catégorie
- 4 étoiles = première catégorie
- 5 étoiles = catégorie luxe

**Les auberges, motels**

- 1 étoile = catégorie C
- 2 étoiles = catégorie B
- 3 étoiles = grand confort.

**CHAPITRE III : DU CLASSEMENT ET DU DECLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT DE TOURISME****SECTION I : DE LA COMMISSION DE CLASSEMENT ET DE DECLASSEMENT**

**ARTICLE 8** : Il est institué, auprès du ministre chargé du Tourisme, une commission de classement et de déclassement des établissements d'hébergement de tourisme.

**ARTICLE 9** : La commission de classement et de déclassement est composée comme suit :

**Président** : Le ministre chargé du Tourisme ou son représentant ;

**Membres :**

- un représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;
- un représentant du ministre chargé de la Sécurité ;
- un représentant du ministre chargé du Commerce ;
- un représentant du ministre chargé de l'Hygiène publique ;
- un représentant du ministre chargé de la Culture ;
- un représentant du ministre des Affaires étrangères ;
- un représentant du ministre chargé de l'Urbanisme ;
- un représentant de l'organisation professionnelle des hôteliers ;
- un représentant des associations des consommateurs.

La commission peut s'adjoindre toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 10** : La commission se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président.

Les débats de la commission ne sont pas publics et ses membres sont tenus au secret des délibérations.

**ARTICLE 11** : Le secrétariat de la commission est assuré par l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie.

**ARTICLE 12** : Un arrêté du ministre chargé du Tourisme fixe la liste nominative des membres de la commission.

**SECTION I : DU CLASSEMENT**

**ARTICLE 13** : La demande de classement est soumise à la commission qui doit donner son avis dans un délai d'un mois.

Chaque demande doit donner lieu à l'établissement d'une fiche de visite fournie par l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie.

**ARTICLE 14 :** Les exploitants d'établissement d'hébergement de tourisme doivent adresser au ministre chargé du Tourisme une demande de classement une fois tous les trois ans, à compter de la date de décision du dernier classement et chaque fois qu'il a été entrepris des travaux importants dans l'établissement.

L'exploitant de tout établissement d'hébergement de tourisme nouvellement construit doit faire parvenir au ministre chargé du Tourisme une demande de classement deux mois avant l'ouverture de l'établissement.

**ARTICLE 15 :** La demande de classement est soumise à la commission de classement et de déclassement qui doit obligatoirement donner son avis dans un délai d'un mois.

**ARTICLE 16 :** Le classement est prononcé par décision du ministre chargé du Tourisme, après avis de la commission.

**ARTICLE 17 :** Les exploitants des établissements d'hébergement de tourisme classés sont tenus d'apposer sur la façade de l'établissement un panneau portant le logo type mis à leur disposition par le Ministère chargé du tourisme et indiquant le classement de l'établissement.

**ARTICLE 18 :** Les exploitants d'établissements d'hébergement de tourisme sont tenus de produire à des fins statistiques des fiches mensuelles de la clientèle récapitulant le nombre des arrivées et nuitées dans les hôtels, motels, auberges et de répondre aux questionnaires d'enquêtes touristiques périodiques.

**ARTICLE 19 :** Les fiches mensuelles doivent être adressées à l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie au plus tard le dixième jour du mois pour les établissements du District de Bamako et le vingtième jour pour ceux des régions.

**ARTICLE 20 :** Toute documentation publicitaire relative aux établissements d'hébergement de tourisme classés doit obligatoirement mentionner la catégorie de classement de ces établissements.

### SECTION III : DU DECLASSEMENT

**ARTICLE 21 :** Tout établissement classé peut être déclassé.

**ARTICLE 22 :** Le déclassement des établissements d'hébergement est prononcé dans le cas de non conformité aux normes exigées pour la catégorie dans laquelle l'établissement a été initialement classé.

**ARTICLE 23 :** Le déclassement des établissements d'hébergement est prononcé par décision du ministre chargé du Tourisme, après avis de la commission de classement.

## CHAPITRE V : DES NORMES DE CLASSEMENT

**ARTICLE 24 :** Pour être classé dans l'une des catégories énoncées au chapitre III, les établissements d'hébergement doivent, outre les normes minimales dimensionnelles et fonctionnelles prévues dans l'annexe au présent décret, répondre aux normes techniques suivantes :

- **L'entrée :** Elle sera bien aménagée et indépendante au cas où l'exploitation comprendrait également un restaurant, un bar, un casino ou une boîte de nuit ;

- **Les chambres :** Le minimum de chambre sera de dix dans tous les hôtels ;

Chaque chambre doit être éclairée et aérée par au moins une fenêtre communiquant directement avec l'air libre ; elle doit être identifiée extérieurement à l'aide d'un numéro ou d'une marque particulière.

- **Les sanitaires :** Lorsqu'ils sont séparés, les sanitaires doivent avoir des surfaces minimales de 2m<sup>2</sup> pour la salle de bain, 2m<sup>2</sup> pour la douche, 2 m<sup>2</sup> pour le WC avec ou sans lavabo.

Lorsqu'ils sont regroupés, ils doivent avoir une surface minimale de 4 m<sup>2</sup>. L'éclairage électrique des sanitaires sera de 40 w minimum ;

- **La réception :** A partir de la réception il doit être possible d'accéder à toutes les chambres sans traverser le bar ou le restaurant.

A défaut d'une permanence à la réception, il doit exister une sonnerie permettant aux clients de se faire ouvrir la porte.

La conception des chambres, des fenêtres et autres ouvertures, doit permettre :

- une occultation opaque extérieure : volet roulant persienne,
- une occultation intérieure : système de double rideaux opaques.

## CHAPITRE VI : DE LA FERMETURE TEMPORAIRE DES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT DE TOURISME

**ARTICLE 25 :** Les exploitants d'établissements d'hébergement de tourisme doivent, avant toute fermeture éventuelle de leur établissement, informer l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie par lettre recommandée au moins un mois à l'avance et en indiquant le motif et la durée de la fermeture.

## CHAPITRE VII : DES CONTROLES

### SECTION I : DU CONTROLE DE L'ADMINISTRATION DU TOURISME

**ARTICLE 26 :** Les agents de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie munis d'ordre de mission sont habilités à contrôler les établissements d'hébergement classés.

Toute obstruction au contrôle entraîne des sanctions conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 27 :** Toutes défaillances ou insuffisances constatées dans les établissements d'hébergement de tourisme par les agents commis de l'administration du tourisme, les agents des services d'hygiène ou ceux des services de police sont transmises au ministre chargé du Tourisme, après notification aux exploitants concernés.

Lesdits exploitants disposent d'un délai de quinze jours à un mois pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Passé ce délai, ils s'exposent soit aux mesures de déclassement, soit à la suspension ou au retrait de l'agrément.

## **SECTION II : DU CONTROLE DE LA COMMUNAUTE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**ARTICLE 28 :** Le Comité de Surveillance de la CEDEAO effectue chaque année une visite d'inspection et de contrôle dans les établissements d'hébergement du tourisme des Etats membres pour s'assurer du niveau de maintien des standards hôteliers.

Ce Comité peut faire des recommandations relatives à l'homologation des hôtels, auberges et motels de tourisme.

En outre, il peut proposer des mesures de déclassement.

## **CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 29 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°279/PG-RM du 07 novembre 1985 portant fixation des normes de classement des établissements d'hébergement classés de tourisme.

**ARTICLE 30 :** Le ministre de l'Artisanat et du Tourisme, le ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Artisanat et du Tourisme,**  
**Mme Zakiatou Ouallat HALATINE**

**Le ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme,**  
**Soumaïla CISSE**

**Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**  
**Mme Touré Alimata TRAORE**

## **DECRET N°01-584/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT DENOMINATION D'AEROPORTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les Aéroports des villes ci-après reçoivent les dénominations suivantes :

1. Kayes : **Aéroport KAYES DAG-DAG ;**
2. Sikasso : **Aéroport SIKASSO DIGNANGAN ;**
3. Mopti : **Aéroport MOPTI HAMBODEDJO.**

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports,**  
**Madame Touré Alimata TRAORE**

**DECRET N°01-585/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT DENOMINATION DE STADES.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°01-038/P-RM du 15 août 2001 portant création des Stades de Kayes, du 26 Mars de Bamako, de Sikasso, de Ségou et de Mopti ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :****ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les Stades des villes ci-après reçoivent les dénominations suivantes :

1. Kayes : **STADE ABDOULAYE MAKORO SISSOKO ;**
2. Sikasso : **STADE BABEMBA TRAORE ;**
3. Ségou : **STADE AMARY DAOU ;**
4. Mopti : **STADE BAREMA BOCOUM.**

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.**Bamako, le 18 décembre 2001****Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE****Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE****Le ministre de la Jeunesse**  
**et des Sports,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

-----

**DECRET N°01-586/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°00-381/P-RM DU 10 AOUT 2000 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS CONSULAIRES.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°99-049/P-RM du 11 mars 1999 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°00-358/P-RM du 27 juillet 2000 ;

Vu le Décret N°99-174/P-RM du 28 juin 1999 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret N°00-381/P-RM du 10 août 2000 portant nomination de Conseillers Consulaires ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :****ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°00-381/P-RM du 10 août 2000 susvisé en ce qui concerne la nomination du Commissaire Principal **Soumaïla TOURE** en qualité de Conseiller Consulaire à l'Ambassade du Mali à Paris.**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.**Bamako, le 18 décembre 2001****Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**  
**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE****Le ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Ministre des Affaires Etrangères et des**  
**Maliens de l'Extérieur par intérim,**  
**Ousmane SY**

-----

**DECRET N°01-587/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION DU CONSUL GENERAL DU MALI A KHARTOUM.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°86-027/AN-RM du 21 janvier 1986 fixant les indices spéciaux pour les différentes catégories de personnel en service dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°337/PG-RM du 14 octobre 1986 portant application de la Loi N°86-027/AN-RM du 21 janvier 1986 ;

Vu le Décret N°99-049/P-RM du 11 mars 1999 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°00-358/P-RM du 27 juillet 2000 ;

Vu le Décret N°99-174/P-RM du 28 juin 1999 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret N°96-044/P-RM du 08 février 1996 fixant les avantages accordés au personnel diplomatique, administratif et technique dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°99-334/P-RM du 03 novembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

##### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Contrôleur Général de Police **Mamadou KONATE** est nommé **Consul Général** du Mali à Khartoum (République du Soudan).

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration  
Territoriale et des Collectivités Locales,  
Ministre des Affaires Etrangères et des  
Maliens de l'Extérieur par intérim,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de l'Industrie, du  
Commerce et des Transports,  
Ministre de l'Economie et des  
Finances par intérim,**  
**Madame Touré Alimata TRAORE**

#### **DECRET N°01-588/P-RM DU 18 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE LA SANTE.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-225/P-RM du 28 juin 1994 fixant la rémunération et les avantages accordés aux membres des secrétariats généraux et des cabinets des départements ministériels et assimilés ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

##### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Soumaïla KEITA**, N°Mle 398-34-N, Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Conseiller Technique** au Secrétariat Général du Ministère de la Santé.

**ARTICLE 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Madame Traoré Fatoumata NAFO**

**Le ministre de l'Industrie, du  
Commerce et des Transports,  
Ministre de l'Economie et des  
Finances par intérim,**  
**Madame Touré Alimata TRAORE**

**DECRET N° 01-589/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTIONS HONORIFIQUES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°01-417/P-RM du 20 septembre 2001 portant répartition des contingents annuels de l'Ordre National du Mali et de l'Ordre du Mérite National ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les personnalités dont les noms suivent sont élevées à la Dignité de **Grand Officier de l'Ordre National du Mali** :

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :**

Mr. Oumar KONE Ancien DG Croix Rouge Malienne  
 Mr. Abdoulaye SINGARE Ancien Ministre  
 Mr. Abderahamane Baba TOURE Président Cour Constitutionnelle  
 Mr. Ladji SANOGHO Membre du Conseil des O.N.  
 Mr. N'Fagnanama KONE Membre du Conseil des O.N.  
 Mr. Younoussi TOURE Ancien Premier ministre

**ARTICLE 2 :** Les personnes dont les noms suivent sont promues au grade de **Commandeur de l'Ordre National du Mali** :

**MINISTERE DES FORCES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Général de Brigade Sory Ibrahim SYLLA Officier Général en retraite  
 Colonel Mady MONEKATA Officier en retraite  
 Lieutenant Colonel Blaise SANGARE Officier en retraite

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :**

Mme Soumaré Assa DIALLO Administrateur Santé en retraite

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

Mr. Oumar Kansa ONGOIBA Administrateur Civil en retraite

**GRANDE CHANCELLERIE :**

Mr. Abdourahmane MAIGA Ancien Ministre  
 Mr. Gaoussou TRAORE Ancien Dir. Cab. /MEN  
 Mr. Adama BERTHE Ancien DG-DNFLA  
 Cne Aliou TRAORE Officier de Gend. en retraite

Mr. Baba Amadou BA Administrateur Civil en retraite  
 Mr. Abdoulaye Madani TOURE Adjt Administratif en retraite  
 Mr. Alpha Halassane DIA Ancien C.T au MF  
 Mme Traoré Meyan DIARRA Membre du Conseil des O.N.  
 Mme Maïga Jeannette HAIDARA Membre du Conseil des O.N.

**ARTICLE 3 :** Les personnes dont les noms suivent sont promues au grade d'**Officier de l'Ordre National du Mali** :

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :**

Mr. Cheickna TOURE Professeur d'Enseignement Supérieur

**PRIMATURE :**

Mr. Fousseyni SAMAKE Secrétaire Général du Gouvernement

**ASSEMBLEE NATIONALE**

Mr. Assarid Ag IMBARCOUANEDéputé A.N

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME :**

Mme Diallo Zalimatou MAIGA Secrétaire Particulière du Ministre

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR :**

Mr. Farouk dit Farigou CAMARA Chef de Cabinet

**MINISTERE DES FORCES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Col. Toumany SISSOKO Chef de Cabinet  
 Col. Hamet SIDIBE Inspecteur en Chef des Armées et Sves  
 Col. Nouhoum Faba TRAORE Haut Fonct. Défense  
 Col. Djingarey TOURE Chargé de Mission-MFAAC  
 Col. Pangassy SANGARE Chef d'Etat-Major des Armées.

**MINISTERE DE L'EDUCATION :**

Mr. Mahamane TRAORE Conseiller Technique  
 Mr. Samba DOUCOURE Membre Cellule Technique PRODEC

**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE :**

Mr. Magloire KEITA Conseiller au Ministère de la S.P.C

**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS :**

Mr. Bakary SAMAKE dit Bakaridjan Ancien Footballeur

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :**

Mme Tall Penda SIDIBE Inspectrice du Travail en retraite

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

Mr. Mamadou Mallé Cisse Administrateur Civil  
 Mr. El Hadj Sekou DEMBELE Haut Commissaire de Koulikoro  
 Mr. Mamadou DISSA Administrateur Civil en retraite

**MINISTERE DE LA JUSTICE :**

Mr. Oumarou BOCAR Magistrat

**MINISTERE DE LA SANTE :**

Mr. Moussa COULIBALY Infirmier d'Etat en retraite

**MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT, DES AFFAIRES FONCIERES, DE LA COMMUNICATION :**

Mr. Lassana SACKO Conseiller Technique

**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU :**

Mr. Mahamadou SIDIBE Secrétaire Général

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :**

Mr. Maharafa TRAORE Secrétaire Général

**COURS SUPREME :**

Mr. Abdallah Mahamane HAIDARA Procureur Général près la Cour

**GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX :**

Mr. Sanoussi TRAORE Agent de maîtrise en retraite  
 Mr. Mamadou Lassana TRAORE Magistrat en retraite  
 Mr. Youba KOITE Magistrat en retraite  
 Mr. Garba Abdou TOURE Ancien CT à la Défense Nationale  
 Mr. Kalifa GOITA Chef de Bataillon en retraite  
 Mr. Oumar MACALOU Ancien Fonctionnaire International  
 Mr. Salif DIAKITE Magistrat en retraite  
 Mr. Amadou DIENTA Ancien DG de l'INPS  
 Mr. Sinaly THERA Ancien Ambassadeur  
 Mr. Garan Fabou KOUYATE Redact. d'Admin. en retraite  
 Mr. Zana Ousmane DAOU Ancien Ambassadeur  
 Mr. Intalla Ag ATTAHER Notable à Kidal  
 Mr. Lamine TOURE Ancien Judoka  
 Mr. Abdoulaye DIAWARA dit Blocus Ancien Foot-balleur  
 Mr. Cheick Fanta Mady DIALLO Ancien Foot-balleur  
 Mr. Ousmane SOW Troupe Kotéba  
 Mme Seck Penda N'DIAYE Ancienne Basketeuse

**ARTICLE 4 :** Les personnes dont les noms suivent sont nommées au grade de **Chevalier de l'Ordre National du Mali** :

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :**

Mme Coulibaly Rokiatou DAO Chargé de Mission  
 Mr. Balla DIALLO Présidence de la République  
 Mr. Sékou DIANI Présidence de la République  
 Mr. Harouna MAIGA En retraite en France  
 Mr. Diadié SOUMARE Conseil des Maliens de France  
 Mr. Brahim DIALLO Restaurateur en France  
 Mr. Diadjiri CISSOKO Professeur en France  
 Mr. Moussa BABAGA En retraite à Yaoundé (Cameroun)  
 Mr. Mamadou SISSOKO Notable au Gabon  
 Mr. Moussa TOUNKARA Opérateur Economique au Gabon  
 Mr. Amadou SOULALE Professeur au Gabon  
 Mr. Mamadou COULIBALY Président des Maliens à Zérékoré (Guinée)  
 Mr. Batoma MARIKO Ancien Président des Maliens à Conakry (Guinée)

Mr. Bassirou TOURE Commerçant en Gambie  
 Mr. Massama CAMARA Commerçant à Kaolack (Sénégal)  
 Mr. Mamadou DIALLO Commerçant à Tambacounda (Sénégal)  
 Mr. Daouda SYLLA En retraite au Sénégal  
 Mr. Youssouf NIANGADO Vice Président de la Coordination des amicales à Abengourou (Côte d'Ivoire)

Mr. Famory DOUMBIA Vice Président de la Coordination des amicales à Atékoubé (Côte d'Ivoire)

Mr. Mamadou Tata KOUMA Président des Pdts des Associations à Bouaké (Côte d'Ivoire)

Mr El Hadj Ousmane TAMPO Président des Amicales en Côte d'Ivoire

Mr. Amara DABOU Commerçant à Bougouanou (Côte d'Ivoire)  
 Mr. Souleye DIALLO 5<sup>ème</sup> Arrondissement à Nouakchott (Mauritanie)

Mr. N'Tji DIARRA Commerçant, Ancien Président des Maliens à Nouadhibou (Mauritanie)

Mr. El Hadj Moctar DIALLO Président d'honneur du Comité des Maliens (Burkina Faso)

Mr. El Hadj Marafa TOURE Président du Comité des Maliens (Burkina Faso)

Mr. Mamadou Lamine SAVADOGO Professeur Université du Massachusetts (USA)

Mr. Manthia DIAWARA Professeur Université de New York (USA)

Mr. Amar TOURE Organisation Internationale du Travail  
 Mr. Adama GUINDO PNUD Madagascar  
 Mr. Hamadoun TOURE U.I.C, Genève

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :**

Association Malienne d'Assistance et de Soutien aux Personnes vivant avec le VIH  
 Association Féminine d'Aide et de Soutien aux Veuves et Orphelins du SIDA

Mme Daffa SIDIBE Sage Femme en retraite  
 Mme Astan KONE Teinturière au Grand Marché Bamako  
 Mr. Amadou TRAORE dit Adez Musicien  
 Mr. Sidiki KONATE Directeur Général ORTM Feu Demba SOUMARE A titre posthume

Mr. Drissa TRAORE BCEAO  
 Mr. Mamadou DAFPE PDG-BDM  
 Mr. Bara Sambarou HOUSSEINI Artiste  
 Mr. Kadjala LELE Artiste  
 Mr. Hamadjan SAKE Artiste  
 Mr. Makan SISSOKO Magistrat en retraite  
 Mme Youma Welé DIALLO ONG  
 Mr. Mahamane KOURKOYE Notable à Diré  
 Mr. Louis Jules SUKKO Fonctionnaire en retraite  
 Mr. Seydou NIARE Ancien Ambassadeur  
 Mr. El Hadj Birama TRAORE Chef de Quartier de Lafiabougou  
 Mr. Ely KEITA Directeur National ONG-World Vision Mali

**PRIMATURE :**

Mme Traoré Salimata TAMBOURA Conseiller Technique  
 Mr. Sidiki DIALLO Expert Econ. Délégation Gle Intég. Africaine  
 Mr. Noël DIARRA Comm. Adjt. Développt-Institutionnel  
 Mme Diallo Oumou TRAORE Contrôleur Services Publics

**ASSEMBLEE NATIONALE :**

Mr. Daoudou TOURE Député  
 Mr. Mamadou FAMANTA Député  
 Mme Kadiatou SAMAKE Député 3<sup>ème</sup> Vice Présidente  
 Mr. Bouraïma KAMISSOKO Député

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL :**

Mr. Alpha Seydou MAIGA Secrétaire Général  
 Mr. Ali COUMARE Chargé Protection animaux à la Direction  
 Rég. de l'Appui au Monde Rural Ségou

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME :**

Mr. Seyni COULIBALY Conseiller Technique  
 Mr. Seydou CISSE Dteur Régl des TP de Tombouctou  
 Mr. Amadou MAIGA Conseiller Technique  
 Mr. Alhassane Ag MOHAMED Chargé de Mission  
 Mr. Madani TRAORE DAF  
 Mr. N'Golo DIARRA D.N.U.H  
 Feu Alassane Boncana MAIGA A titre posthume  
 Feu Kalilou THIAM A titre posthume

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR :**

Mr. Moctar OUANE Ambassadeur  
 Mr. Cheick Oumar DIARRAH Ambassadeur  
 Mr. Claude Sama TOUNKARA Directeur Adjt Affaires Politiques  
 Mme Kanté Marie France Secrétaire des Affaires Etrangères

**MINISTERE DES FORCES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Col. Bakel BATHILY Haut Fonctionnaire Défense  
 Col. Mamoutou KEITA Haut Fonctionnaire Défense  
 Col. Lamine DIABIRA Chef Centre d'Etudes Stratégiques  
 Col. Amadou DIARRA Inspecteur des Armées et Services  
 Col. Youssouf BAMBAMBA Haut Fonctionnaire Défense  
 Col. Mamadou TOGOLA Docteur Adjt des Ateliers Centraux Markala  
 Lt Col. Zoumana KOUYATE Sous-Chef d'E-M de l'E.M.A.  
 Col. Zanga BERTHE Directeur Justice Militaire  
 Lt Col. Mady Boubou KAMISSOKO Directeur Ecole Gendarmerie Nationale

Col. Sirakoro SANGARE Pt. Comm. Nle Lutte C/Prolif. Armes Légères

Col. Idrissa DJILLA Officier CAB/MFAAC  
 Med. Col. Mohamed COULIBALY Haut Fonctionnaire de Défense  
 Med. Col. Bou DIAKITEDirecteur Santé Région militaire N°3

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES :**

Mr. Ismaïla KONATE Administrateur Action Sociale  
 Mr. Amadou ROUAMBA Secrétaire Général  
 Mr. Hamadou KONATE Administrateur Affaires Sociales

**MINISTERE DE L'EDUCATION :**

Mr. Kéoulé BOUNDY Professeur en retraite  
 Mr. Kénékouo dit Barthélemy TOGO Secrétaire Général  
 Mr. Demba COULIBALY Enseignant en retraite  
 Mr. Abdoulaye Agounon DJIMDE Assistant de recherche  
 Mr. Yéhia Mahamane HAIDARA Doyen faculté des S.J.E.  
 Mr. Abou DIARRA Directeur National de l'Education  
 Mr. Koïna Ag. Ahmadou D.A.E de Kidal  
 Mr. Youba BA DAF Ministère de l'Education  
 Mr. Aboubacrine ALPHA Directeur Cellule Plan et Statistique  
 Mr. Souleymane GOUNDIAM Conseiller Technique  
 Mr. Demba KONARE Directeur Adjt du CNR-ENF  
 Mr. Issiaka Ahmadou SINGARE Professeur de Lettres  
 Mr. Boubacar TOURE Conseiller Pédag. Anglais en retraite

**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE :**

Mr. Hamaye TRAORE Conseiller Technique  
 Mr. Telly Fatou ISSABRE DAF du MSPC

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :**

Mme Sissoko Naminata DEMBELE Conseiller  
 Mr. Mamadou TRAORE Conseiller Technique

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS :**

Mr. Mamadou NASSOKO Contrôleur des Services Economiques  
 Mr. Bakary DIALLO Ingénieur Navigat. Aérienne  
 Mme Coulibaly Sitan SIDIBE Adjoint Administratif  
 Mr. Antioumane N'DIAYE DG - OAPI  
 Mr. Brehima FOMBA Directeur National des Transports

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

Mr. Oumar Fambougoury TRAORE Secrétaire Général  
 Mr. Lassine BOUARE Conseiller Technique

Mr. Modibo SIDIBE Inspecteur en Chef de l'Intérieur  
 Col. Bocary GUINDO Haut Commissaire de Gao  
 Mr. Ismaïla DOUYON Préfet de Youwarou  
 Mr. Ibrahima HAMMA Préfet de Sikasso  
 Feu Yahaya MAGUIRAGA A titre posthume  
 Feu Kanda KEITA A titre posthume

**MINISTERE DE LA JUSTICE :**

Mr. Wafi OUGADEYE Procureur Général  
 Mme Fatoumata DEMBELE Magistrat  
 Mr. Baba SYLLA Conseiller Technique

**MINISTERE DE LA SANTE :**

Mr. Lasséni KONATE Inspecteur en Chef de l'Insp. Santé  
 Mr. Moustapha TOURE Médecin Chef du Sve Socio-Sanitaire  
 Mr. Aliou SYLLA Directeur du CESAG

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :**

Mr. Mohamed El Haki KEITA Directeur National des Impôts  
 Mr. Alousseni SANGARE Conseiller Technique  
 Mr. Sidi DIALLO Inspecteur des Finances en retraite

**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME :**

Mr. Elmehdi Ag HAMATY SG de l'APCMM  
 Mr. Almamy Ibrahima KOREISSI Conseiller Technique Maison des Artisans de Bamako

**MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT, DES AFFAIRES FONCIERES, DE LA COMMUNICATION :**

Mr. Lahaou TOURE DGA Administration Biens de l'Etat  
 Mr. Sékou COULIBALY Conseiller Technique  
 Mme Gnouma KEITA Directrice Radio Rurale ORTM  
 Feu Demba COULIBALY A titre posthume  
 Feu Daouda KEITA A titre posthume

**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU :**

Mr. Sékou SANGARE Directeur Cellule Planif. et Statistique  
Mr. Mamadou SIMPARA Conseiller Technique

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Mr Adama TRAORE Dteur National Fonction Publ. et Personnel  
Mr Mamadou OULALE Chargé de Mission

**MINISTERE DE LA CULTURE**

Mr Falaba Issa TRAORE Professeur d'E.S en retraite  
Mr. Youssouf CAMARA Administrateur des Arts  
Mr. Amahiguéré Baïssebé DOLO Artiste Peintre Sculpture

**COURS SUPREME**

Feu Cheick KANE A Titre posthume  
Mme Niamoye TOURE Conseiller à la Cour Suprême

**COUR CONSTITUTIONNELLE**

Mr Abdoulaye DIARRA Conseiller à la Cour

**CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL**

Mr. Mohamed Bassirou CAMARA Vice-Président du CESC

**GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX :**

Mr Mama KONARE Marabout à Dougabougou Sébédjana

**ARTICLE 5 : L'Etoile d'Argent du Mérite National avec Effigie Abeille** est décernée aux personnes dont les noms suivent :

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE :**

Moussa ONGOÏBA Régisseur DAF  
Mme Malikité Nakiya TOURE Secrétaire

**PRIMATURE :**

Mme TRAORE Aïssata MAIGA Chef Personnel DAF  
Mr Moriba DOUMBIA Chauffeur  
Mr Bakary TRAORE Chauffeur au SGG

**ASSEMBLEE NATIONALE :**

Mr Moussa TANGARA Chauffeur

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL :**

Mme Aminata Aly DIALLO Chef bureau courrier  
Mr Moussa KANTE Chargé de mission  
Mr Mahamadou SACKO  
Mr Kassoum DIAKITE Vétérinaire

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME :**

Mme SISSOKO Lountandi SAKILIBA Chef bureau courrier  
Feu Abdallah KOUNTA A titre posthume  
Mr Yaya SANOGO Secrétaire Particulier du DNTF

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES MALIENS DE L'EXTERIEUR :**

Mr Boubacar DIABATE Traducteur Interprète  
Mr Bréhima TRAORE Directeur Adjt. DAF  
Mr Sidiki TRAORE Direction des Affaires Juridiques

**MINISTERE DES FORCES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATANTS :**

Lieutenant Colonel Abdoulaye COULIBALY Directeur Info et Relat. Publ.

Commandant Yaya TRAORE Chef Cabinet EMF  
Capitaine Abdoulaye DIARRA Trésorier DAF  
Commandant Noumoussa SIDIBE Chef des Moyens Adm.  
CE Hama MAIGA Officier Gendarmerie  
Commandant Adrien KONATE Chef division Adm. Gle.  
Lieutenant Colonel Mahamadou TANGARA Chef division EMAT  
Lieutenant Méihoud Ag MOHAMED Adjt Cdt Asc. Kayes  
Commandant Amadou Makan SIDIBE Directeur EMA  
Commandant Mohamed Saliou N'DIAYE Cdt CA  
Commandant Hama BARRY Chef division DGEA  
Lieutenant. Karim BAGAYOKO DGM  
Capitaine Lansina TOURE DAMC  
Mr Bandia CAMARA Manceuvre EMA  
Mme SIDIBE Sokona SOUMARE Technicienne Santé

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES :**

Mr Mahamadou Mamadou BA Gestionnaire Centre Spécialisé Handicapés

Mme KARAMBE Fatoumata FOMBA Tech. Sup. des Aff. Sociales  
Mr Mouhamadou Cisse Chargé du personnel  
Mr Mandé DIABATE Chauffeur

**MINISTERE DE L'EDUCATION :**

Mr Mamadou Lamine TRAORE Professeur  
Mr Mahamane Wague TANDINA MSC  
Mr Lassana KEITA Documentaliste archiviste  
Mr Modibo TOURE Professeur d'ET  
Mme Korotoumou KONATE  
Mme Nia TRAORE SP du DCNE  
Mr Lassina KONE MSC  
Mr Gaoussou SISSOKO Enseignant en retraite  
Mr Sory DIARRA Gardien  
Mr Moussa Nafa TRAORE Conseiller Pédagogue Kayes

**MINISTRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE :**

Mr Mamadou TRAORE DG Protection Civile  
Mr Lamine DIARRA Chef courrier MSPC

Adjt Chef Ag Alhousseyni HAMMA Chef secrét. Effectifs EM-GNM

Adjt Chef Kandia KOUYATE MSPC

**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS :**

Mr Abdoulaye FANE Maître EPS en retraite  
Mr Labasse DIAKITE Mécanicien

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :**

Mme MAGASSOUBA Doussou TRAORE Insp. Rég. PFEF  
 Mme DIANE Mariam KONE Professeur  
 Mr Moussa DIALLO Gendarme  
 Mme Tri MAGUIRAGA MSC  
 Mme DIARRA Kadiatou SAMOURA Ing. Sciences Applic.  
 Mme Maïmouna COULIBALY Dce. Centre Form. AK

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS :**

Mr Neguissama DIARRA Secrétaire d'Adm.  
 Mr Mouhamadou SARRE Directeur Adjt.  
 Mr Lassina TRAORE Secrétariat Permt. FNE

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

Mr Fanta Mady CAMARA Forgeron  
 Mr Bakary DIALLO Planton  
 Sgt C Mahamadou KONE Sgt. Chef de Police  
 Mr Abdallah Ag ALBAKA Eleveur et maire de Tessalit  
 Mr Tandin DIARRA Haut Commt. Sikasso  
 A/C Tiangolo KONE Sous Préfet de Gossi  
 Mr Bémé dit Bakari NIAMBELE Chauffeur  
 Mama DIARRA Chauffeur  
 Mr Brahim Mamadou DIALLO Conseiller technique  
 Mr Seydou DOLO Huissier de justice  
 Mr Zakaria TRAORE Greffier  
 Mr Sinaly Kara COULIBALY Resp. Pénit. Agricole Banguineda

**MINISTERE DE LA SANTE :**

Issa TRAORE Chauffeur  
 Mme Adam N'DIAYE Fille de Salle  
 Me BAGAYOGO Nassoun KEITA Adjt Administratif  
 Mr Aboubacrine Sahi TRAORE Chauffeur à Tombouctou

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :**

Mr Zanga DIARRA Directeur Adm. Adjt  
 Mr Adama Yacouba TOURE Insp. Svces. Economique  
 Mme Fatoumata TRAORE Secrétaire

**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME :**

Mr Sam Dougoufana SAMAKE Directeur Exploit. Gd Hôtel  
 Souleymane COULIBALY Directeur Tam-Tam Tours

**MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT, DES AFFAIRES FONCIERES, DE LA COMMUNICATION :**

Mr Adama Moussa SIDIBE Guichetier SOTELMA  
 Mr Fakisso DEMBELE Gardien Badougou (Kita)  
 Mr Tiécoura SANGARE Assistant Presse/ chef section  
 Filaba NIAMBELE Préposé d'Exploit. Comm.  
 Mme DIABATE Aminata TOURE Chef Stion. Approvisionnements

**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU :**

Mr N'Tji TRAORE Chauffeur  
 Mr Benoît MAIGA Chef d'Atelier

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :**

Mr Silamakan MAGASSA Adm. Travail  
 Mr M'Baye Boubacar SACKO Attaché de cabinet  
 Mme DIALLO Aïssata SOUNTOURA Adm. Travail

**MINISTERE DE LA CULTURE :**

Mr Mamadou KOUMARE Pr de modelage INA  
 Mr Bakary COULIBALY Planton en retraite  
 Me Assanatou DIAMOUTENE Secrétaire d'Adm.

**COUR SUPREME :**

Feu Bassidiki BERTHE A titre posthume  
 Mr Adama DOUMBIA Conseiller Cour des Comptes

**COUR CONSTITUTIONNELLE :**

Mr Mamoudou GUITEYE Greffier à la Cour

**CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL :**

Mlle Ramata DANIOKO Secrétaire

**ARTICLE 6 : L'Etoile d'Argent du Mérite National avec Effigie Lion Debout** est décernée à **Madame Assanatou DIAMOUTENE**, Secrétaire d'Administration au titre du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées.

**ARTICLE 7 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N° 01-590/P-RMDU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DU MERITE MILITAIRE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu l'Ordonnance N°40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des Distinctions Militaires ;

Vu la Loi N°91-041/AN-RM du 20 avril 1975 portant statut général des militaires ;

Vu le Décret N°162/PG-RM du 26 septembre 1974 portant réglementation de la Médaille du Mérite militaire ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** La **Médaille du Mérite Militaire** est décernée aux militaires dont les noms suivent :

**CABINET DU MINISTRE DES FORCES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Col. Cheick Amadou Tidiane	DIARRA
Lt Col. Sékou	TIOKARY
Lt Col. Cheick Raoul	DIAKITE
Lt Col. Toumani	DIARRA
CE Hama	ACKA

**ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Adjt Jules Niazon	SOGOBA
1 <sup>ère</sup> classe Amadou	SIMAGA

**CNLPAL :**

Adjt Chef Béidary Ag	WANI
Adjt Hawa	DEMBELE

**DGSE :**

Mjr Soïba	SINAYOKO
Mjr Karim	DIARRA
Adjt Chef Adama	MARIKO

**MINISTRE DES FORCES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS :**

Major Mamadou	SONOGO
Adjt. Chef Fousseyni	TRAORE
Adjt Chef Oumar	TIPSI
Sgt Chef Fatamba	DANFAGA

**ETAT MAJOR DES ARMÉES :**

Adjt Chef Déguela Mori	KEITA
Adjt Zom	KAMATE

**D.E. :**

Major Sékou Mamadou	COULIBALY
Sgt Chef Gouanfou	DIARRA

**DAF :**

Adjt Ch. Kalidou	BALLO
Adjudant Mamadou S.	CAMARA

**ETAT MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE :**

Major Siramini	DOUMBIA
Major Noumoutié	SAMAKE
Major Dabou	DIARRA
Adjt Chef Magany	BERTHE
Adjt Dognan	TRAORE
Adjt Sacko	KONATE
Adjt Lassana	KONE

Adjt N'Golo	COULIBALY
Adjt Lassine	OUATTARA
Adjt Sandiakou	KOUMA
Adjt Youssoufi	MANDIOU
Adjt François	MONTRA
Adjt Idoual Ag	AKOUROU
Adjt Moussa	SIDIBE
Sgt Chef Sériba	SIDIBE
MDL Chef Boubacar	TOURE
Sgt Chef Bréhima	KONE
Sgt Chef Jérémie	THERA
Sgt Siaka	OUATTARA
Sgt Lamine	COULIBALY
Sgt Moctar	TRAORE
Cal Chef Bagna Ould	CHEIBANI
Cal Chef Moussa	COULIBALY
Cal Chef Bakary	SANGARE
Cal Chef Daouda	TRAORE
Mdl Chef Fousseyni	KONE
1 <sup>ère</sup> CI Amadou	DOUCOURE
1 <sup>ère</sup> CI Sidiki	SANGARE
1 <sup>ère</sup> CI Tahirou	TRAORE
1 <sup>ère</sup> CI Opéré	DEMBELE

**ETAT MAJOR ARMÉE DE L'AIR :**

Major Salif	SAMAKE
Adjt Chef Saïba	SISSOKO
Adjt Chef Modibo	KONARE
Adjt Chef Lamine	DIAKITE
Adjt Tiémoko	DIAKITE
Adjt Kady	DIOP
Sgt Chef Karim	TOGOLA
Sgt Chef Odèye	DICKO
Cal Chef Soumaïla	BERTHE
1 <sup>è</sup> cl Adama	KONE
Major Lamine	KONE
Adjt Chef Mamadou	KONE
Adjt Oumar	DIARRA
Adjt Bafing	DICKO
Adjt Karim	SANGARE
Sgt Chef Dougakoro	TRAORE
Sgt Chef Moussa	COULIBALY
Sgt Lamine	KONE
Cal Yaya	COULIBALY
1 <sup>ère</sup> CI Cheick Oumar	N'DIAYE

**DGEA :**

Adjt Chef Djibril	KEITA
Sgt Chef Jacques	KONE

**GRM :**

Adjt Ch. Dramane	DEMBELE
Adjt Ch. Soumaïla	OUATTARA
Mal L-Ch. Halidou	ABDOULAYE
Adjt Ch. Moussa	KOITA
Adjt Chef Mahamadou	DIARRA
Adjt Moussa	JIDDOU
MDL- Chef Mamadou	CISSE
Adjt Chef Wéna	COULIBALY
Adjt Tikanou	KONE

**AMC :**

Major Oumar	SOUARE
Major Abdoulhamid	SADOU
Adjt Chef Sidiky	KONE
Major Moussa	DRAME
Major Boukary	KEITA

**DIRPA :**

Adjt Chef Daouda S.	DIARRA
Adjt Chef Abdou	DIABATE
Adjt Chef Pikaly	COULIBALY

**DSSA :**

Adjt Chef Siaka	SAMAKE
Adjt Chef Yaya	SANOGO
Adjt chef Baba	DIABATE
Sgt Mamadou	FOFANA
Cal Chef Batio	DEMBELE
Garde Bédary	ADIAVIAKOYE

**DSM :**

Major Sibiry	TOGOLA
--------------	--------

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N° 01-591/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Général Mohamed Lamari est promu au grade de **Commandeur de l'Ordre National du Mali** à titre étranger :

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N° 01-592/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTIONS HONORIFIQUES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°01-417/P-RM du 20 septembre 2001 portant répartition des contingents annuels de l'Ordre National du Mali et de l'Ordre du Mérite National ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Cheickna KAGNASSY** est promu au grade d'**Officier de l'Ordre National du Mali**.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N° 01-593/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°01-417/P-RM du 20 septembre 2001 portant répartition des contingents annuels de l'Ordre National du Mali et de l'Ordre du Mérite National ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Djola BAGAYOGO**, Professeur, est promu au grade d'**Officier de l'Ordre National du Mali**.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

-----

**DECRET N° 01-594/P-RM DU 21 DEC. 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Sembène Ousmane**, Ecrivain, est promu au grade de **Commandeur de l'Ordre National du Mali** à titre étranger ;

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**DECRET N° 01-595/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les personnalités dont les noms suivent sont promues au grade de **Chevalier de l'Ordre National du Mali** à titre étranger :

- Mr. Kore LODE Organisation Norvégienne pour le Développement (NORAD)

- Mr. Wilfried HOFFER Conseiller Spécial au MEATEU

- Mr. Edward Robin POOLTON Consultant PNUD

- Mr. Susuki SHIDEO Consul Honoraire du Mali au Japon.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

-----

**DECRET N° 01-596/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°01-417/P-RM du 20 septembre 2001 portant répartition des contingents annuels de l'Ordre National du Mali et de l'Ordre du Mérite National ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Cheick Modibo DIARRA**, Navigateur Interplanétaire, est promu au grade d'**Officier de l'Ordre National du Mali**.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

-----

**DECRET N°01-597/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001  
FIXANT LES MODALITES D'INSCRIPTION SUR LA  
LISTE ELECTORALE DES MALIENS RESIDANT HORS  
DU TERRITOIRE NATIONAL.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°00-058 du 30 août 2000 portant loi électorale, modifiée par la Loi N°01-065 du 13 juillet 2001 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les citoyens maliens résidant hors du territoire national doivent, pour voter dans leur pays de résidence, être régulièrement immatriculés à l'Ambassade ou au Consulat et inscrits sur la liste électorale de la juridiction concernée.

**ARTICLE 2 :** Les Maliens établis hors du territoire national peuvent demeurer inscrits ou se faire inscrire sur la liste électorale de leur dernière résidence au Mali s'ils en font la demande.

Cette demande, adressée à la commission administrative de la commune de leur dernière résidence au Mali, doit être accompagnée d'un certificat de radiation délivré par l'ambassadeur ou le consul ou de tout autre document justifiant que l'intéressé ne figure pas sur la liste électorale de la juridiction concernée.

**ARTICLE 3 :** La commission administrative doit s'entourer de toutes les garanties et exiger toutes justifications afin d'éviter que l'application de l'article 2 ci-dessus ne donne lieu à des inscriptions irrégulières ou à des doubles inscriptions.

**ARTICLE 4 :** Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur et le ministre de la Justice, Garde des Sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration  
Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de l'Administration  
Territoriale et des Collectivités Locales,  
Ministre des Affaires Etrangères et des  
Maliens de l'Extérieur par intérim,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de la Justice, Garde  
des Sceaux,**  
**Abdoulaye O. POUDIOUGOU**

-----

**DECRET N°01-598/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 PORTANT CREATION DU HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Il est créé un organe de coordination politique et multisectorielle de Lutte contre le VIH/SIDA dénommé Haut Conseil National de lutte contre le SIDA en abrégé HCNLS.

**ARTICLE 2** : Le Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA a pour mission de ::

- Apporter tout appui politique nécessaire à la lutte contre le VIH/SIDA ;

- Donner les orientations politiques pour le développement des stratégies nationales de lutte ;

- Faire le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources et d'une pleine adhésion des populations.

**ARTICLE 3** : Le Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA est composé comme suit :

**Président** : le Président de la République

**Membres :**

- le Premier ministre,  
 - le ministre chargé de la Santé  
 - le ministre chargé de la Jeunesse et des Sports  
 - le ministre chargé de l'Economie et des Finances  
 - le ministre chargé des Forces Armées  
 - le ministre chargé de la Justice  
 - le ministre chargé du développement Social et de la Solidarité et des Personnes Agées

- le ministre chargé de la Communication  
 - le ministre chargé du Tourisme  
 - le ministre chargé de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

- le ministre chargé de l'Education  
 - le ministre chargé des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur

- le ministre chargé du Développement Rural  
 - le ministre chargé de l'Industrie, du Commerce et des Transports

- le ministre chargé de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

- le ministre chargé de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

- le Président de l'Assemblée Nationale  
 - le Président de la Cour Suprême  
 - le Président de la Cour Constitutionnelle  
 - le Président du Conseil Economique, Social et Culturel  
 - le Président de la Cour Suprême  
 - le Représentant du Conseil Supérieur de la Défense

- le Représentant du Conseil Supérieur de la Magistrature  
 - le Président du Conseil National de la Jeunesse  
 - le Président de la Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaires FENASCOM

- le Président de la chambre des métiers  
 - le Président de la chambre des métiers  
 - le Président de la chambre de commerce et d'industrie du Mali CCIM

- le Président de la chambre d'agriculture du Mali  
 - le Président de la maison de la presse  
 - un Représentant des personnes vivant avec le VIH/SIDA  
 - un Représentant de l'association des musulmans pour l'unité et le progrès de l'Islam AMUPI

- un Représentant de l'Eglise catholique  
 - un Représentant de l'Eglise protestante  
 - le Président de la Fédération Nationale des Employeurs  
 - Le Président de la Fédération Nationale des artisans du Mali

- Le Président de l'Union Nationale des Transporteurs du Mali.

**ARTICLE 4** : Le Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA se réunit une fois par semestre en session ordinaire et en session extraordinaire sur convocation de son Président chaque fois que les circonstances l'exigent.

**ARTICLE 5** : Le secrétariat du Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA est assuré par le ministre chargé de la Santé.

**ARTICLE 6** : Le Représentant des personnes vivant avec le VIH/SIDA est désigné par l'Association des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

**ARTICLE 7** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Madame Traoré Fatoumta NAFO**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**Le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Madame Diakitè Fatoumata N'DIAYE**

**DECRET N°01-599/P-RM DU 21 DECEMBRE 2001 INSTITUANT UN DEUIL NATIONAL.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** A la suite du décès de Monsieur Léopold Sédar Senghor, ancien Président de la République du Sénégal, il est institué, sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali, un deuil national du 22 au 29 décembre 2001 inclus.

**ARTICLE 2 :** Pendant la période susmentionnée, les drapeaux sont mis en berne.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Forces Armées et des Anciens Combattants, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2001****Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE****Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE****Le ministre des Forces Armées**  
**et des Anciens Combattants,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA****Le ministre de la Sécurité et de**  
**la Protection Civile,**  
**Général Tiécoura DOUMBIA****Le ministre de la Justice, Garde**  
**des Sceaux,**  
**Ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des Collectivités**  
**Locales par intérim,**  
**Abdoulaye O. POUDIOUGOU****DECRET N°01-600/PM-RM DU 27 DECEMBRE 2001 PORTANT REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET D'ETAT 2002.****LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°96-060 du 04 novembre 1996 relative à la loi des finances ;

Vu la Loi N°01-112 du 21 décembre 2001 portant loi de finances pour l'exercice 2002 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les crédits budgétaires autorisés par la Loi N°01-112 du 21 décembre 2001 susvisée sont répartis comme indiqué à l'annexe au présent décret.

**ARTICLE 2 :** Les crédits sont ouverts par arrêté du ministre chargé des Finances comme prévu à l'annexe IV, état D de la Loi de Finances pour l'exercice 2002.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Finances est chargé de l'exécution du Budget selon les modalités prévues aux articles 17 et 18 de la Loi de Finances pour l'exercice 2002.

**ARTICLE 4 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2001****Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE****Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE****DECRET N°01-607/P-RM DU 27 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REGION DU CHEMIN DE FER DU MALI.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°62 bis/PGP du 29 novembre 1960 portant création d'une régie autonome dénommée Régie du Chemin de Fer du Mali ;

Vu l'Ordonnance N°91-014/P-CTSP du 14 mai 1991 fixant les principes fondamentaux de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et des Sociétés d'Etat, modifiée par la Loi N°92-029 du 05 octobre 1992 ;

Vu le Décret N°91-134/P-CTSP du 21 juin 1991 fixant le mode de détermination de la rémunération des administrateurs, des présidents directeurs généraux des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés d'Etat ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

#### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont nommés membres du Conseil d'Administration de la Régie du Chemin de Fer du Mali en qualité de :

#### I - Président :

- Lieutenant-Colonel Aboubacar DIARRA, Président-Directeur Général ;

#### II - Représentants des pouvoirs publics :

- Monsieur Seydou SISSOKO, Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports ;

- Monsieur Bina COULIBALY, Ministère de l'Equipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme ;

- Monsieur Soumana SATAO, Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;

- Colonel Bakel BATHILY, Ministère de l'Economie et des Finances ;

- Monsieur Oumar DIA, Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication ;

- Monsieur Moussa SANOGO, Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

#### III - Représentant des travailleurs :

- Monsieur Namory CAMARA.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Industrie, du**  
**Commerce et des Transports,**  
**Madame Touré Alimata TRAORE**

**Le ministre des Domaines de l'Etat, des**  
**Affaires Foncières, de la Communication,**  
**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

-----  
**DECRET N°01-609/P-RM DU 27 DECEMBRE 2001 PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DE LA MISSION DES OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES AU CONGO.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°93-018 du 16 février 1993 portant statut général des fonctionnaires de la police, modifiée par la Loi N°94-008 du 22 mars 1994 ;

Vu le Décret N°94-145/P-RM du 1<sup>er</sup> avril 1994 portant statut particulier du cadre de la police ;

Vu le Décret N°97-077/P-RM du 24 février 1997 réglementant l'envoi d'observateurs et de contingents maliens dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

#### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les fonctionnaires de police dont les noms suivent sont désignés membres de la Mission des Observateurs des Nations Unies au Congo (MONUC) :

- Contrôleur Général Aliou GAYE ;

- Commissaire Divisionnaire Fadiala SIDIBE.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2001**

**Le Président de la République,**

**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**

**Mandé SIDIBE**

**Le ministre des Forces Armées et des Anciens Combattants,**

**Ministre des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur par intérim,**

**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile,**

**Général Tiécoura DOUMBIA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**

**Bacari KONE**

-----

**DECRET N°01-610/PM-RM DU 27 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION DE L'ATTACHE DE CABINET DU PREMIER MINISTRE.**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°92-011/PM-RM du 18 juin 1992 relatif à l'organisation des services du Premier ministre et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°92-115/P-CTSP du 09 avril 1992 fixant les avantages accordés aux membres du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Demba DIOP**, Diplômé en Aménagement des Forêts, Sylviculture et Protection de l'Environnement, est nommé **Attaché de Cabinet** du Premier ministre.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2001**

**Le Premier ministre,**

**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**

**Bacari KONE**

**DECRET N°01-618P-RM DU 31 DECEMBRE 2001 PORTANT REGLEMENTATION DES BOURSES D'ETUDES ATTRIBUEES PAR L'ETAT.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu le Décret N°00-055 /P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276 /P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret régleme les conditions d'octroi des bourses d'études attribuées par l'Etat.

**ARTICLE 2 :** La bourse n'est pas un droit. Elle est une aide accordée sous forme d'allocation à certains élèves et étudiants qui sont éligibles aux critères d'attribution de bourse tels que déterminés par les textes en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Les crédits annuels destinés au paiement des bourses d'études sont inscrits dans la loi des finances.

Les bourses sont attribuées dans la limite des crédits inscrits dans la loi des finances.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des Finances et de l'Education répartit les crédits alloués entre les différents ordres d'enseignement.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'Education, des Finances et de la Solidarité détermine la part des crédits affectés à l'aide sociale.

**ARTICLE 4 :** Les bourses obéissent à l'un des régimes suivants :

- bourses d'études accordées aux élèves des établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel ;

- bourses d'études accordées aux élèves et étudiants des établissements de formation professionnelle recrutant par voie de concours ;

- bourses d'études accordées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur du Mali en formation universitaire ;

- bourses d'études accordées aux élèves des établissements d'enseignement normal ;

- bourses complémentaires d'études accordées à certains étudiants maliens scolarisés à l'extérieur et titulaires d'une bourse étrangère.

**ARTICLE 5 :** Les bourses attribuées aux élèves orientés dans les établissements d'enseignement agropastoral obéissent au régime des bourses d'études accordées aux élèves des établissements de formation professionnelle recrutant par voie de concours.

**ARTICLE 6 :** Les bourses sont attribuées pour une année académique de neuf mois aux élèves et étudiants qui en ont fait la demande et qui satisfont aux conditions d'attribution des bourses.

**ARTICLE 7 :** Les étudiants réguliers – ayant un cursus normal - perçoivent une indemnité forfaitaire d'équipement communément appelée trousseau.

**ARTICLE 8 :** Les étudiants réguliers des classes de fin de cycle perçoivent une indemnité spéciale pendant la durée du stage.

La durée du stage est fixée par voie réglementaire conformément à l'organisation des études dans chaque établissement.

**ARTICLE 9 :** Une décision du ministre de tutelle consacre l'attribution effective des bourses aux bénéficiaires.

**ARTICLE 10 :** La bourse n'est pas due pour les motifs suivants :

- 1) abandon des cours par les élèves et étudiants ;
- 2) fermeture des établissements consécutive à des troubles imputables aux élèves et étudiants empêchant le déroulement normal des études ;

Dans ces deux cas, le paiement de la bourse est suspendu pour toute la durée de l'abandon ou de la fermeture ;

3) acte d'indiscipline caractérisée ; dans ce cas la durée du non-paiement est déterminée par le conseil de discipline de l'établissement ;

4) exclusion.

## **CHAPITRE II : DU REGIME DES BOURSES D'ETUDES ACCORDEES AUX ELEVES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL**

**ARTICLE 11 :** La bourse des enseignements secondaires est une allocation annuelle d'études payable trimestriellement.

## **CHAPITRE III : DU REGIME DES BOURSES D'ETUDES ACCORDEES AUX ELEVES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE RECRUTANT PAR VOIE DE CONCOURS**

**ARTICLE 12 :** Les élèves admis dans les établissements de formation professionnelle recrutant par voie de concours bénéficient automatiquement de la bourse payable mensuellement ou trimestriellement.

## **CHAPITRE IV : DU REGIME DES BOURSES D'ETUDES ACCORDEES AUX ETUDIANTS INSCRITS DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU MALI**

**ARTICLE 13 :** Dans la limite des crédits disponibles, des bourses d'études sont accordées aux étudiants maliens scolarisés au Mali, en fonction des critères suivants : la performance, la scolarité, le genre et la situation sociale.

**ARTICLE 14 :** Les bourses accordées aux étudiants maliens inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur comprennent :

- la bourse entière ;
- la demi - bourse ;
- l'allocation forfaitaire de vacances.

**ARTICLE 15 :** La bourse entière et la demi-bourse sont payées mensuellement.

**ARTICLE 16 :** Les étudiants boursiers des classes terminales de l'enseignement supérieur perçoivent en plus et selon le cas :

- une indemnité mensuelle forfaitaire pour les frais de stage pendant la durée du stage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de mémoire ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de thèse de doctorat.

## **CHAPITRE V : DU REGIME DES BOURSES D'ETUDES ACCORDEES AUX ELEVES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT NORMAL**

**ARTICLE 17 :** Les élèves admis dans les établissements d'enseignement normal bénéficient automatiquement de la bourse entière. Ils sont soumis au régime des bourses accordées aux étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur du Mali tel que précisé dans les articles 14, 15 et 16.

## **CHAPITRE VI : DU REGIME DES COMPLEMENTS DE BOURSES ACCORDEES AUX ETUDIANTS MALIENS BENEFICIAIRES D'UNE BOURSE ETRANGERED'ETUDES**

**ARTICLE 18 :** Les étudiants bénéficiaires de bourses offertes au gouvernement du Mali par certains pays amis perçoivent les allocations et compléments de bourses suivants :

- une allocation annuelle ou trousseau ;
- une allocation supplémentaire de premier équipement pour les nouveaux boursiers ;
- une allocation mensuelle de complément de bourse ;
- une allocation pour frais de mémoire de fin d'études ;
- une allocation pour frais de thèse de doctorat ;
- une allocation de vacances selon le cas.

**ARTICLE 19 :** L'allocation de vacances n'est pas due lorsque l'étudiant bénéficie d'un billet de voyage au Mali, pendant les vacances.

## **CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**ARTICLE 20 :** Il est institué une Commission Nationale d'attribution des bourses. Ses missions, son fonctionnement et sa composition sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'Education

**ARTICLE 21 :** Tout élève et étudiant bénéficiaire d'une des catégories de bourse conserve le bénéfice de cette bourse si, pour des raisons de santé dûment constatées par un conseil médical, il ne peut prendre part aux activités pédagogiques.

Si l'absence de l'élève ou de l'étudiant se prolonge au-delà de deux mois, l'appréciation d'une commission ad hoc sera requise.

La composition et les modalités de fonctionnement de cette commission seront précisées par une décision du ministre chargé de l'Education.

**ARTICLE 22 :** Un décret pris en Conseil de Ministres fixe les taux des différentes allocations et indemnités octroyées aux élèves et étudiants maliens scolarisés à l'intérieur et à l'extérieur du Mali.

**ARTICLE 23 :** Les critères d'attribution de bourse sont déterminés par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'Education et des Finances.

**ARTICLE 24 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret N°00-307/P-RM du 04 juillet 2000 réglementant les bourses attribuées par l'Etat.

**ARTICLE 25 :** Le ministre de l'Education, le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Développement Rural, le ministre des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur, le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre de la Santé et le ministre de la Culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Education,**  
**Moustapha DICKO**

**Le ministre du Développement Social,**  
**de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Mme Diakité Fatoumata N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**Le ministre du Développement Rural,**  
**Ahmed ElMadani DIALLO**

**Le ministre des Affaires Etrangères**  
**et des Maliens de l'Extérieur,**  
**Modibo SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration Territoriale**  
**et des Collectivités Locales,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de la Santé,**  
**Mme Traoré Fatoumata NAFO**

**Le ministre de la Culture,**  
**Pascal Baba COULIBALY**

-----  
**DECRET N°01-619/P-RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE DES MOYENS TECHNIQUES ET HUMAINS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LIAISONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS POUR LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2002.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics, modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé, le marché relatif à la fourniture des moyens techniques et humains pour la mise en œuvre des liaisons nationales et internationales des télécommunications pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2002, pour un montant d'un milliard deux cent trente huit millions six cent mille (1.238.600.000) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution d'un mois allant du 17 janvier au 15 février 2002, conclu entre le Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication et la Société TDCOM.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**Le ministre des Domaines de  
l'Etat, des Affaires Foncières,  
de la Communication,**  
**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

-----  
**DECRET N°01-620/PM-RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT  
CREATION DU COMITE INTERMINISTERIEL DE PILO-  
TAGE DE L'ETUDE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT  
AGRICOLE DE LA ZONE DE DOUENTZA.**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°00-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé, sous l'autorité du ministre chargé du Développement Rural, un Comité Interministériel de Pilotage de l'Etude du Projet de Développement Agricole de la Zone de Douentza (PDAZD).

**ARTICLE 2 :** Le Comité Interministériel de Pilotage est chargé de :

- examiner et approuver les rapports élaborés à l'issue des différentes phases de l'étude ;

- s'assurer que les orientations et options retenues dans l'étude cadrent avec les stratégies nationales de développement économique.

**ARTICLE 3 :** Le Comité Interministériel de Pilotage est composé comme suit :

**1) Président :** Le représentant du ministre chargé du Développement Rural ;

**2) Membres :**

- un représentant du ministre chargé des Finances ;  
- un représentant du ministre chargé des Collectivités Territoriales ;

- un représentant du ministre chargé de l'Environnement ;  
- un représentant du ministre chargé de la Promotion de la Femme ;

- le Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCAM) ou son représentant ;

- le Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère chargé du Développement Rural ;

- le Directeur National de l'Aménagement et de l'Équipement Rural ;

- le Directeur National de l'Appui au Monde Rural ;  
- le Président du Conseil de Cercle de Douentza ;  
- deux représentants des Bailleurs de Fonds intervenant dans le secteur du développement rural dans la région de Mopti ;

- un représentant des Organisations Non Gouvernementales évoluant dans le cercle de Douentza.

Le Comité peut faire appel à toute autre personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 4 :** La liste nominative des membres du Comité Interministériel de Pilotage est fixée par arrêté du ministre chargé du Développement Rural.

**ARTICLE 5 :** Le Comité se réunit une fois par semestre sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétariat du Comité Interministériel de Pilotage est assuré par la Cellule de Coordination et de Suivi de l'Etude.

**ARTICLE 7 :** Sous la supervision du Comité Interministériel de Pilotage, la Cellule de Coordination et de Suivi est chargée de :

- préparer les réunions du Comité ;
- coordonner l'élaboration des dossiers d'étude et les soumettre à l'approbation du Comité ;
- veiller au respect des procédures de gestion de l'étude ;
- élaborer le rapport d'avancement et/ou d'achèvement de l'étude.

**ARTICLE 8 :** Un arrêté du ministre chargé du Développement Rural fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Comité Interministériel de Pilotage.

**ARTICLE 9 :** Le ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre du Développement Rural,**  
**Ahmed El Madani DIALLO**

-----

**DECRET N°01-621/P-RM DU 31 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-225/P-RM du 28 juin 1994 fixant la rémunération et les avantages accordés aux membres des secrétariats généraux et des cabinets des départements ministériels et assimilés ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Sékou Abba CISSE**, N°Mle 368-23-B, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage, est nommé **Conseiller Technique** au Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Président de la République,**

**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre du Développement Rural,**  
**Ahmed El Madani DIALLO**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**

-----

**DECRET N°01-622/P-RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 fixant les principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu l'Ordonnance N°01-052/P-RM du 28 septembre 2001 portant création du Fonds de Solidarité Nationale ;

Vu le Décret N°01-520/P-RM du 22 octobre 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Fonds de Solidarité Nationale ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont nommés membres du Conseil d'Administration du Fonds de Solidarité Nationale en qualité de :

**1) Représentants des pouvoirs publics :**

- Monsieur Koulou FANE, Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;

- Monsieur Sékouba DIARRA, Ministère de l'Economie et des Finances ;

**2) Représentants de la Société Civile :**

- Monsieur Sidy KONAKE, Association Malienne pour l'Unité et le Progrès de l'Islam ;

- Monsieur Martin KONE, Eglise Catholique ;

- Monsieur Caleb DEMBELE, Eglise Protestante ;

- Monsieur Moumouni DIARRA, Fédération Malienne des Personnes Handicapées ;

- Monsieur Abdramane BOUARE, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;

- Madame Traoré Oumou TOURE, Coordination des Associations et Organisations Féminines ;

- Monsieur Salikou OUATTARA, SECO-ONG ;

- Monsieur Gaoussou FOFANA, Assemblée Permanente des Chambres de Métiers ;

- Monsieur Mamadou COULIBALY, Fondation Partage.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre du Développement Social,**  
**de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Madame Diakité Fatoumata N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**DECRET N°01-623/P- RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPAGNIE MALIENNE DE NAVIGATION.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991 fixant les principes fondamentaux de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et des Sociétés d'Etat, modifiée par la Loi N°92-029 du 05 octobre 1992 ;

Vu le Décret N°91-133/P-CTSP du 21 juin 1991 fixant le mode de détermination de la rémunération des administrateurs et des Présidents - Directeurs Généraux des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et des Sociétés d'Etat ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Madame **Dembélé Goundo DIALLO**, Economiste, est nommée **Président-Directeur Général de la Compagnie Malienne de Navigation (COMANAV)**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2001**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Mandé SIDIBE**

**Le ministre de l'Industrie, du**  
**Commerce et des Transports,**  
**Mme Touré Alimata TRAORE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**ARRET N°01-0508/MEF-SG** portant modification de l'arrêté n°97-3123/MF-SG du 29 décembre 1997 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats relatifs aux études, aux travaux, à l'exploitation et à l'entretien du Barrage et de la centrale hydroélectrique de Manantali ainsi que des postes et lignes de transport d'énergie y associés.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu la Convention du 11 mars 1972 portant création de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal amendée le 17 décembre 1975 ;

Vu la Convention du 21 décembre 1978 relative au Statut Juridique des Ouvrages Communs de l'OMVS ;

Vu l'Ordonnance n°79-50/P-RM du 17 mai 1979 portant ratification de la Convention relative au Statu Juridique des Ouvrages Communs ;

Vu les Résolutions 117 et 144 du Conseil des Ministres de l'OMVS ;

Vu le Code des Douanes ;

Vu le Code des Impôts ;

Vu la Convention du 7 janvier 1997 portant création de la Société de Gestion de l'Energie de Manantali dénommé SOGEM ;

Vu le Décret n°184/PG-RM du 27 novembre 1974 portant condition de l'admission temporaire au Mali ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°97-3123/MF-SG du 29 décembre 1997 fixant le régime fiscal douanier applicable aux marchés et contrats relatifs aux études, aux travaux, à l'exploitation et à l'entretien du barrage et de la centrale hydroélectrique de Manantali ainsi que des postes et des lignes de transport d'énergie y associés ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les articles 2, 3 et 7 de l'arrêté n°97-3123/MFSG du 29 décembre 1997 susvisé sont modifiés comme suit :

**ARTICLE 2 : (nouveau) :** Les matériaux, les fournitures, les matériels d'équipement et les matériels techniques destinés à être incorporés intégralement et à titre définitif dans les ouvrages sont exonérés des droits et taxes suivants à liquider au cordon douanier :

- Droit de Douane (DD) ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) ;
- Prélèvement Communautaire (PC) ;
- Taxe de Redevance Statistique de 1% (RS) ;
- Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP).

**Article 3 (nouveau) :**

Les Sociétés titulaires de ces marchés sont également exonérées des droits et taxes suivants :

- Impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (I/BIC) ;
- Impôt sur les Sociétés (IS) ;
- Impôt sur les Réserves des Valeurs Immobilières (IRVM) ;
- Droit de Patente Professionnelle (P.P) ;
- Contribution forfaitaire à la charge des Entrepreneurs (CFE) ;

- Taxe de Formation Professionnelle (TFP) ;
- Redevance Statistique SGS de 0,9%.

**Article 7 (nouveau) :**

Les entreprises adjudicataires de marchés et ou contrats mentionnés à l'article 1er du présent arrêté et leurs sous-traitants sont en ce qui concerne les travaux, fournitures et services rendus, exonérés des impôts, droits et taxes ci-après :

- Droits de patente sur marchés et ou contrats,
- Droits d'enregistrement et de timbre sur les marchés et ou contrats,
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA),
- Taxe sur les contrats d'assurance,
- Taxe Logement.

En plus des exonérations ci-dessus énumérées, les entreprises non immatriculées au Mali, adjudicataires de marchés et ou contrats visés ci-dessus et leurs sous-traitants sont, en ce qui concerne les travaux, fournitures et services rendus, exonérés des impôts et taxes ci-après :

- Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ou impôt sur les sociétés (IS),
- Droit de Patente Professionnelle,
- Contribution forfaitaire à la charge des employeurs,
- Taxe de Formation Professionnelle.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 15 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National.**

-----  
**ARRETE N°01-0521/MEF-SG** portant nomination de fonds de pouvoirs à la recette générale du District et à la Trésorerie régionale de Gao.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-060 du 4 novembre 1996 relative à la loi de finances ;

Vu la Loi n°96-061 du 4 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la Comptabilité Publique ;

Vu la Loi n°92-019 du 23 septembre 1992 portant création de la Recette Générale du District de Bamako ;

Vu le Décret n°90-411/P-RM du 18 octobre 1990 portant création des Trésoreries Régionales, des Perceptions et des Recettes-Perceptions ;

Vu le Décret n°95-085/P-RM du 22 février 1995 déterminant le cadre organique de la Recette Générale du District de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°94-8430/MFC.CAB du 5 août 1994 portant nomination de Fondés de Pouvoirs à la Recette Générale du District de Bamako ;

Vu l'Arrêté n°92-6118 du 14 décembre 1992 portant nomination des Fondés de Pouvoirs.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions des Arrêtés :

- n°94-8430/MFC.CAB du 5 août 1994 sus-visé en ce qui concerne Mlle Aminata SOW N°Mle 456.43.Z, Inspecteur des Services Economiques ;

- n°95-0751/MFC.SG du 19 avril 1995 sus-visé en ce qui concerne Monsieur Hamadou MAIGA, Inspecteur des Finances n°mle 438.65.Z ;

- n°92-6118 du 14 décembre 1992 susvisée en ce qui concerne monsieur Sidaty CISSE, Inspecteur des Services Economiques.

**ARTICLE 2 :** Les fonctionnaires dont les noms suivent sont nommés aux postes ci-après :

**RECETTE GENERALE DU DISTRICT DE BAMAKO**

**1er Fondé de Pouvoirs :** Monsieur Hamadou MAIGA N°Mle 438.65.Z, Inspecteur des Finances de 1ère classe, 2ème Echelon, précédemment 2ème Fondé à la Recette Générale du District.

**2ème Fondé de Pouvoirs :** Monsieur Boubacar Ben BOUILLE, N°Mle 925.93.R, Inspecteur des Services Economiques de 3ème classe, 6ème échelon, précédemment Chef de Division Comptabilité à la Recette Générale du District.

**TRESORERIE REGIONALE DE GAO**

**Fondé de Pouvoirs :** Monsieur Souleymane KANSAYE N°Mle 787.40.F, Inspecteur du Trésor de 2ème classe, 2ème échelon précédemment chef de Division des Recettes à la Recette Générale du District.

**ARTICLE 3 :** Monsieur KANSAYE voyage gratuitement accompagné des membres de sa famille légalement à charge.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 19 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National**

**ARRETE N°01-0537/MEF-SG** Portant nomination d'un Chef de la Division des Enquêtes à la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance 77-30/CMLN du 30 mars 1977 portant création de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;

Vu le Décret n°144/PG-RM du 25 juin 1984 portant organisation et fonctionnement de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;

Vu le Décret n°90-142/P-RM du 5 avril 1990 déterminant le cadre organique de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté n°0396/PRIM-CAB du 18 mars 1997.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Zoumana Bassirou FOFANA n°mle 934.57.A, Ingénieur de la Statistique de 3ème classe, 4ème échelon est nommé Chef de la Division des Enquêtes à la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

Il bénéficie à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 20 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National**

-----

**ARRETE N°01-0545/MEF-SG** Fixant les modalités de fonctionnement du Comité de Suivi du Contrat-Plan Etat-Office Riz Mopti - Producteurs 2000 - 2002.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Document cadre du programme Economique et Financier appuyé par les ressources de la FASR (1996-1998) ;

Vu le Contrat-Plan Etat-Office Riz Mopti - Producteurs (2000-2002) signé le 11 novembre 1999 ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent arrêté fixe les modalités de fonctionnement du Comité de suivi du contrat-plan Etat Office Riz Mopti - producteurs (2000-2002).

**ARTICLE 2 :** Le Comité de suivi a pour objet de s'assurer du respect des engagements réciproques des parties contractantes pendant l'exécution du contrat-plan. Il peut mener toute étude, se faire remettre à sa demande tout dossier ou toute situation par la Direction de l'Entreprise.

**ARTICLE 3 :** Le Comité de suivi se réunit en session ordinaire une fois par semestre sur convocation de son président.

Toutefois, il peut réunir en session extraordinaire à la demande des 2/3 de ses membres ou sur l'initiative de son président.

**ARTICLE 4 :** Le Comité de Suivi dispose lors de ses sessions des documents ci-après :

- le Contrat-Plan ;
- le Rapport d'étape d'évaluation de la situation d'exécution du Contrat-Plan avec en annexe un tableau synoptique des engagements réciproques ;
- les états financiers provisoires ou définitifs.

**ARTICLE 5 :** Sur la base de l'analyse des documents, les conclusions des délibérations et des travaux du Comité de suivi sont présentées dans un rapport trimestriel sous forme de résolutions et de recommandations adressées au Conseil d'Administration et au Ministre chargé des Finances par l'intermédiaire de la Direction de l'Entreprise.

Le Ministre chargé des Finances informe le Ministre chargé des attributions de tutelle des résultats des travaux du Comité de suivi.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétariat est assuré par la Direction de l'Office Riz Mopti. A la fin de chaque session du Comité de suivi, le rapport semestriel est présenté sous forme de :

**a : Procès verbal :**

- Contrôle des tâches
- Evaluation de l'exécution du contrat-plan ;
- Questions diverses.

**b : Relevé des résolutions et recommandations.**

**ARTICLE 7 :** La durée d'existence du Comité de suivi coïncide avec celle du contrat-plan.

Toutefois si, à l'expiration du contrat-plan en vigueur, un nouveau contrat-plan n'est pas immédiatement mis en place, le mandat du Comité de suivi se poursuit jusqu'à la signature du nouveau contrat-plan.

**ARTICLE 8 :** A la fin de la durée du contrat-plan, le comité de suivi soumet au gouvernement un rapport général d'évaluation par l'intermédiaire du Ministre chargé des attributions de tutelle en rapport avec le Ministre chargé des Finances.

**ARTICLE 9 :** Le Comité de suivi peut requérir l'avis et le concours de toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 22 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Bacari KONE  
Chevalier de l'Ordre National**

-----  
**ARRETE N°01-0546/MEF-SG** Fixant les modalités de fonctionnement du Comité de Suivi du Contrat-Plan Etat-Sotelma - 1999 - 2001.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Document cadre du programme Economique et Financier appuyé par les ressources de la FASR (1996-1998) ;

Vu le Contrat-Plan Etat-Sotelma (1999-2001) signé le 17 novembre 1999 ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent arrêté fixe les modalités de fonctionnement du Comité de suivi du contrat-plan Etat Sotelma (1999-2001).

**ARTICLE 2 :** Le Comité de suivi a pour objet de s'assurer du respect des engagements réciproques des parties contractantes pendant l'exécution du contrat-plan. Il peut mener toute étude, se faire remettre à sa demande tout dossier ou toute situation par la Direction de l'Entreprise.

**ARTICLE 3 :** Le Comité de suivi se réunit en session ordinaire une fois par trimestre sur convocation de son président.

Toutefois, il peut réunir en session extraordinaire à la demande des 2/3 de ses membres ou sur l'initiative de son président.

**ARTICLE 4 :** Le Comité de Suivi dispose lors de ses sessions des documents ci-après :

- le Contrat-Plan ;
- le Rapport d'étape d'évaluation de la situation d'exécution du Contrat-Plan avec en annexe un tableau synoptique des engagements réciproques ;
- les états financiers provisoires ou définitifs.

**ARTICLE 5 :** Sur la base de l'analyse des documents, les conclusions des délibérations et des travaux du Comité de suivi sont présentées dans un rapport trimestriel sous forme de résolutions et de recommandations adressées au Conseil d'Administration et au Ministre chargé des Finances par l'intermédiaire de la Direction de l'Entreprise.

Le Ministre chargé des Finances informe le Ministre chargé des attributions de tutelle des résultats des travaux du Comité de suivi.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétariat est assuré par la Direction de la SOTELMA. A la fin de chaque session du Comité de suivi, le rapport trimestriel est présenté sous forme de :

**a : Procès verbal :**

- Contrôle des tâches
- Evaluation de l'exécution du contrat-plan ;
- Questions diverses.

**b : Relevé des résolutions et recommandations.**

**ARTICLE 7 :** La durée d'existence du Comité de suivi coïncide avec celle du contrat-plan.

Toutefois si, à l'expiration du contrat-plan en vigueur, un nouveau contrat-plan n'est pas immédiatement mis en place, le mandat du Comité de suivi se poursuit jusqu'à la signature du nouveau contrat-plan.

**ARTICLE 8 :** A la fin de la durée du contrat-plan, le comité de suivi soumet au gouvernement un rapport général d'évaluation par l'intermédiaire du Ministre chargé des attributions de tutelle en rapport avec le Ministre chargé des Finances.

**ARTICLE 9 :** Le Comité de suivi peut requérir l'avis et le concours de toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 22 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Bacari KONE  
Chevalier de l'Ordre National**

-----

**ARRETE N°01-0580/MEF-SG** Modifiant l'annexe à l'arrêté n°96-1011/MFC-SG-CAB du 20 juin 1996 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés relatifs au plan d'investissement 1995-2005 de la Société Energie du Mali.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu le Code des Douanes ;

Vu le Code des Impôts ;

Vu l'Ordonnance n°92-007/P-CTSP du 3 février 1992 autorisant la ratification de l'accord de prêt entre le gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement relatif au Projet de Réhabilitation et d'extension des réseaux de distribution de Bamako (Electricité II) ;

Vu le Protocole d'entente conclu le 12 juillet 1991 entre le Gouvernement du Mali et le Gouvernement du Canada concernant le Projet «Renforcement du Secteur Electricité de Bamako» ;

Vu le Contrat de financement et d'Exécution du Projet «Programme Sectoriel d'Electricité » n°9465477 conclu le 14 août 1995 entre la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) et la République du Mali ;

Vu le Contrat de Financement et d'Exécution du Projet « Formation du personnel des postes de la ligne de transport d'énergie Bamako-Ségou » n°94140 conclu le 14 août 1995 entre la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) et la République du Mali ;

Vu le Contrat de Financement et d'Exécution de Projet « Programme Sectoriel Eau Potable II »/9466145 conclu le 14 août 1995 entre la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) et la République du Mali ;

Vu le Contrat de Financement et d'Exécution du Projet AEP Koulikoro II/N°9465600 conclu le 25 Octobre 1995 entre la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) et la République du Mali ;

Vu la Convention relative au crédit consorcial du Pool Bancaire Malien pour le Financement du Projet de Renforcement de la puissance électrique pour Bamako conclue le 29 décembre 1995 entre l'Energie du Mali et la BMCD, la BIM-SA et la BOA ;

Vu l' Accord de Coopération Financière conclu le 3 septembre 1999 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne ;

Vu le Contrat de Financement et d'Exécution du Projet Aide en marchandise XVI (Appui au secteur de l'énergie) conclu le 8 septembre 1999 entre la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KFW) et la République du Mali ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l' Arrêté n°96-1011/MFC-SG-CAB du 20 juin 1996 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés relatifs au Plan d'Investissement 1995-2005 de la Société Energie du Mali et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Lettre n°01058/MFC-SG du 24 octobre 1995 relative à la restructuration du Secteur de l'Electricité ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'annexe à l'arrêté n°96-1011/MFC-SG-CAB du 20 juin 1996 est modifiée ainsi qu'il suit :

Ajouter in fine au point 1), chapitre Electricité :

« Action d'urgence en faveur de la production, transport et distribution d'électricité » d'un coût total de 9 092 885 310 francs CFA décomposé comme suit :

- Installation d'une tranche de 5 MW à Balingué V :	1 869 070 900
- Installation de 3 tranches de 1,1 MW à Balingué V :	751 814 410
- Optimisation Centrale Darsalam (stator G5, excitation G1,5 et 7, synchro) :	150 000 000
- Postes HTB Lafiabougou - Kodialani :	5 900 000 000
- Acquisition de matériels de comptages :	422 000 000
<b>TOTAL :</b>	<b>9 092 885 310</b>

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 27 mars 2001**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

**BILAN**                      **DEC : 2800**  
**ETAT : MALI**                **ETABLISSEMENT : CREDIT INITIATIVE SA**

**C**            **2000/12/31/**    **D 0073**            **H**            **AC0**            **01**            **1**  
**c**            **Date d'arrêté**    **C.I.B**            **L.C**            **D**            **F**            **M**

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
A10	CAISSE	1	7
A02	CREANCES INTERBANCAIRES	189	463
A03	- CREANCES INTERBANCAIRES A VUE	189	463
A04	. BANQUES CENTRALES	4	303
A07	. AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	185	160
B02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	3 221	3 249
B2A	- AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	3 221	3 249
B2C	. CREDITS DE CAMPAGNE	0	14
B2G	. CREDITS ORDINAIRES	3 221	3 235
C10	TITRES DE PLACEMENT	600	500
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	104	142
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	175	175
C20	AUTRES ACTIFS	35	35
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS (ACTIF)	39	15
E90	TOTAL DE L'ACTIF	<b>4 364</b>	<b>4 586</b>

**BILAN** DEC : 2800  
**ETAT : MALI** ETABLISSEMENT : CREDIT INITIATIVE SA

C 2000/12/31/ D 0073 H AC0 01 1  
 c Date d'arrêté C.I.B L.C D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
G02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	1 392	1 357
G07	- AUTRES DETTES A TERME	1 392	1 357
H35	AUTRES PASSIFS	50	55
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS (PASSIF)	37	94
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3	72
L10	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	100	180
L20	FONDS AFFECTES	1 934	1 935
L66	CAPITAL ET DOTATION	500	500
L55	RESERVES	94	94
L70	REPORT A NOUVEAU	534	254
L80	RESULTAT	-280	45
L90	TOTAL DU PASSIF	<b>4 364</b>	<b>4 586</b>

**BILAN** DEC : 2800  
**ETAT : MALI** ETABLISSEMENT : CREDIT INITIATIVE SA

C 2000/12/31/ D 0073 H AC0 01 1  
 c Date d'arrêté C.I.B L.C D F M

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
	ENGAGEMENTS DONNES		
N1J	ENGAG. DE FINAN. DONNES FAV. CLIENTELE	226	295
	ENGAGEMENTS RECUS		

**COMPTE DE RESULTAT** DEC : 2880  
**ETAT : MALI** ETABLISSEMENT : CREDIT INITIATIVE SA

C 2000/12/31/ D 0073 H RE0 01 1  
 c Date d'arrêté C.I.B L.C D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	CHARGES	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	3	2
R03	- INTERETS ET CHARGES ASSIM./DETTES INTERB.	2	1
R04	- INT.ET CHARGES ASSIM./DETTES CLIENTELE	1	1
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	432	468
S02	- FRAIS DE PERSONNEL	220	231
S05	- AUTRES FRAIS GENERAUX	212	237
T51	DOTA.AUX AMORT.ET AUX PROV./IMMO	57	41
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR	370	160
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6	3
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	25	36
T83	BENEFICE.	0	45
<b>T85</b>	<b>TOTAL (DEBIT CPTE RESULTAT PUBLIABLE)</b>	<b>893</b>	<b>755</b>

**COMPTE DE RESULTAT  
ETAT : MALI**

**DEC : 2880  
ETABLISSEMENT : CREDIT INITIATIVE SA**

**C 2000/12/31/ D 0073 H RE0 01 1  
c Date d'arrêt C.LB L.C D F M**

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	471	468
V03	-INTERETS ET PDTS ASSIMILES/CREAN.INTERB.	0	3
V04	- INTERETS ET PDTS ASSIM./LA CLIENTELE	471	464
V05	- AUTRES PRODUITS ET INTERETS ASSIMILIS	0	1
V06	COMMISSIONS	0	25
V4A	PRODUITS SUR OPER. FINANCIERES	32	29
V4C	- PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT	32	25
V6F	- PRDTS/OPERATIONS DE HORS BILAN	0	4
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	19	185
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	55	41
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	36	7
X83	PERTE	280	0
X85	TOTAL (CRED CPTÉ RESULTAT PUBLIABLE)	<b>893</b>	<b>755</b>

Suivant récépissé n°0338/MATCL-DNI en date du 14 mai 2001, il a été créé une association dénommée SAMU SOCIAL MALI.

**But :** d'intervenir selon les principes de l'urgence auprès des enfants de la rue et de ceux en danger.

**Siège Social :** Bamako, Hippodrome Rue 232 Porte 971.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président :** Hambarké BOCOUM

**Vice-président :** Lucienne COUMARE

**Trésorier général :** Ramata DIAWAROYE

**Secrétaire :** -Dr MARIKO Seydou

**Directeur :** Marie KIEFFER

**Secrétaire général :** Kadiatou BARRY

**Secrétaire général adjoint :** Sékou Tahara TRAORE

**Secrétaire Administratif :** Moustaph BARRY

**Secrétaire à l'organisation :** Amadou KONDE

**Secrétaire aux Finances :** Soumaïla SANOGO

**Secrétaire aux relations extérieures :** Fodé KANE

**Secrétaire aux conflits :** Bassirou DIARRA

**Secrétaire aux conflits :** Abdouramane KINDO

Suivant récépissé n°0683/MATCL-DNI en date du 4 septembre 2001, il a été créé une association dénommée Association Malienne pour la Promotion du Tourisme Social (AMPTS).

**But :** de créer un nouvel esprit du tourisme, participer à la promotion des activités touristiques.

**Siège Social :** Bamako, Magnambougou projet Rue 332 Porte 168.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président :** Abdoulaye B. COULIBALY

Suivant récépissé n°0970/MATCL-DNI en date du 11 décembre 2001, il a été créé une association dénommée Association des Propriétaires de Minibus de Bamako (APMB).

**But :** Entreprendre toute action tendant à améliorer la qualité du service des minibus, développer l'esprit de solidarité et d'entraide entre ses membres ...

**Siège Social :** Bamako, Sabalibougou près du Château d'eau en Commune V.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président :** Sinaly COULIBALY - Chauffeur (Kalaban-coura Zone ACI Tél. : (223) 23 31 39

**Secrétaire administratif :** Moro SISSOKO Chauffeur (S/C Fakassy DAGNOKO Cité de la Police Missira)

**Trésorier général :** Mahamadou KEITA Chauffeur (Kalaban coura)

**Commissaire aux Comptes :** Issa GOITA - Chauffeur (Hamdallaye rue 68 Porte 367 Tél. : 29 04 87 A 2800)

**Suivant récépissé n°0982/MATCL-DNI** en date du 21 décembre 2001, il a été créé une association dénommée Association Malienne pour la Solidarité et la Promotion des Personnes Agées de Banankabougou. (AMASP).

**But** : de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de Banankabougou, oeuvrer à la concrétisation des résolutions du séminaire national sur le vieillissement tenu du 16 au 21 avril 1992.

**Siège Social** : Bamako, Banankabougou Rue 727 Porte 22.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président** : Amadou Ambogou GUINDO

**1er vice-président** : Abdoulaye LY

**2ème vice-président** : Boubacar TRAORE

**Secrétaire administratif** : Sékou Amadou TOURE

**Secrétaire administratif adjoint** : Sambala DIALLO

**Secrétaire à l'organisation** : Korka dit Aba SOW

**Secrétaire adjoint à l'organisation** : Madigui DOUMBIA

**Secrétaire aux relations extérieures** : Oumar BA

**Secrétaire adjoint aux relations extérieures** : Adama COULIBALY

**Secrétaire aux relations sociales** : Birama DIARRA

**Secrétaire adjointe aux relations sociales** : Mme KONE Madeleine TRAORE

**Trésorier général** : Sory BA SINAYOKO

**Trésorier adjoint** : Kaouron SISSOKO

**Commissaire aux comptes** : Sina Oumar TRAORE

**Commissaire adjoint** : Yacouba COULIBALY

**Commissaire au conflits** : Koly SANGARE

**Commissaire adjoint** : Mme Minata DOUMBIA

**Personnes ressource :**

- Toumani SIDIBE

- Zoumana TRAORE

- Bakaye KOUNTA

- Zantigui DOUMBIA

**Membres de droit** : Zoumana NIAMBELE

**Suivant récépissé n°0042/MATCL-DNI** en date du 10 janvier 2002, il a été créé un Parti politique dénommé Mouvement Populaire pour la Démocratie Directe « MPDD ».

**But** : l'édification d'un véritable Etat de droit et de démocratie, le renforcement de la solidarité nationale.

**Siège Social** : Bamako, Magnambougou, Rue 374 Porte 299.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président** : Moussa Seydou SANOGO

**Vice-président** : Saïde Ben Billa ALKOUNTI

**Secrétaire général** : Sagaidou MAIGA

**Secrétaire à l'éducation** : Moussa Alhassant TOURE

**Secrétaire administratif** : Adil Mahamoud AL ARWANI

**Les Affaires féminines** : Khadija WALETE

**Secrétaire au développement** : Ousmane DIALLO

**Secrétaire aux relations extérieures** : Habib KANE

**Trésorier général** : Kassoum Zoumana TRAORE

**Trésorier général adjoint** : Habiboulaye DEMBELE

**1er Commissaire aux comptes** : Obadé Moussa

**2ème Commissaire aux comptes** : Abdoul Wahab Issiaka MAIGA

**3ème Commissaire aux comptes** : Abdoul Karim DOUMBIA

**Secrétaire à l'organisation** : Ahmad Hassan DOUMBIA

**Secrétaire chargé à la communication** : Yacouba KONE

**Secrétaire à l'Environnement** : Abbas ANTELA

**Secrétaire chargé de la promotion de la jeunesse** : Ibrahim WAGUE

**Secrétaire chargé à la décentralisation** : Mohamad Al Amine HAMOUD

**Secrétaire politique** : Abdoulaye DIARRA

**Secrétaire à la culture** : Souleymane KEITA

**Suivant récépissé n°0052/MATCL-DNI** en date du 10 janvier 2002, il a été créé une association dénommée Association pour le Développement de Songuëla Commune de Zanina « A.DE.SO ».

**But** : de participer au développement socio-économique et culturel du village de Songuëla, contribuer au raffermissement des liens de solidarité, de fraternité et d'entente entre ses membres.

**Siège Social** : Bamako, Bamako-coura Rue 360 Porte 177

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président** : Touenta Sidiky SOGOBA

**Vice-président** : N'To SOGOBA

**Secrétaire général** : Aliou SAMAKE

**Secrétaire général adjoint** : Salia DIAKITE

**Secrétaire administratif** : Wèrètigui DIAKITE

**Secrétaire administratif adjoint** : Ismaïla SOGOBA

**Premier secrétaire à l'organisation** : Sory SOGOBA

**Deuxième secrétaire à l'organisation** : Boubacar Sidiky SOGOBA

**Troisième secrétaire à l'organisation** : Aoua SAMAKE

**Trésorier général** : Alou SOGOBA

**Trésorier général adjoint** : Noumoupè dit Youssouf SOGOBA

**Secrétaire aux relations extérieures** : Mahamadou SOGOBA

**Secrétaire adjoint aux relations extérieures** : Flanzié DIAKITE

**Commissaire aux Conflits** : Nangazié SOGOBA

**Commissaire adjointe aux Conflits** : Salimata SOGOBA

**Premier Commissaire aux Comptes** : Mahamady SOGOBA

**Deuxième Commissaire aux Comptes** : Abdoulaye COULIBALY